

20 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

8. Jahrgang
15. Mai 2024

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	3
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	5
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	7
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	9
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	9
FÖDERALREGIERUNG	16
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	18
BELGISCHE EU RATSPRÄSIDENTSCHAFT	18
EUROPÄISCHE PARLAMENT	18
BELGISCHES STAATSBLETT.....	19
QUELLENVERZEICHNIS	36

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Entscheidungen

Die Abstimmungsergebnisse der Plenarsitzungen vom 6. und 8. Mai 2024



Während der letzten Plenarsitzungen der Legislaturperiode haben die Parlamentarier u.a. über einen Resolutionsvorschlag bezüglich der Protokolle zur Ahndung von Straßenverkehrsdelikten auf dem deutschen Sprachgebiet. Die Ergebnisse aller Abstimmungen finden Sie hier... [weiter lesen](#)

Dokument Nr. 377 (2023-2024) Nr. 1
06.05.2024

Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Februar 2024 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur koordinierten Teilumsetzung der Verordnung (EU) 2022/2065 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Oktober 2022 über einen Binnenmarkt für digitale Dienste und zur Änderung der Richtlinie 2000/31/EG (Gesetz über digitale Dienste)

Dokument Nr. 374 (2023-2024) Nr. 1
02.05.2024

Dekretentwurf zur Zustimmung zu dem Abkommen zwischen dem Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland und dem Königreich Belgien über die Erwerbstätigkeit bestimmter Familienmitglieder des Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen, geschehen zu Brüssel am 10. November 2023

Dokument Nr. 373 (2023-2024) Nr. 1
29.04.2024

Beschlussvorschlag zur Einführung eines Deontologiekodex der Mitglieder des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Dokument Nr. 372 (2023-2024) Nr. 1
29.04.2024

Beschlussvorschlag zur Abänderung der Geschäftsordnung des Parlaments der Deutschsprachigen

Gemeinschaft im Hinblick auf die Regelung von Stimmabsprachen

DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE

Abgeordnetenammer

Dokument Nr. 4043

14.05.2024

L'évaluation de l'OCDE des réponses de la Belgique au COVID-19 - Échange de vues.

Dokument Nr. 4018

03.05.2024

Déclaration de révision de la Constitution.



Senat

Réunions de la semaine 13/5/2024 - 19/5/2024

17/5/2024

Séance plénière

1. Prise en considération de propositions.
2. Proposition de résolution relative à l'amélioration de l'intégration dans notre société des personnes porteuses d'une déficience mentale, no [7-495/1](#).
3. Projet de déclaration de révision de la Constitution, no [7-550/1](#).

13/5/2024

Bureau

Commission des Matières transversales

Proposition de résolution relative à l'amélioration de l'intégration dans notre société des personnes porteuses d'une déficience mentale, no [7-495/1](#).

Commission des Affaires institutionnelles

Application de l'article 54.3, alinéa 2, du Règlement du Sénat

- a. Projet de déclaration de révision de la Constitution, no [7-550/1](#).
- b. Proposition de déclaration de révision des articles 36, 74, 75, 78 et 79 de la Constitution en vue d'attribuer à la monarchie belge un rôle purement protocolaire, no [7-19/1](#).

- c. Proposition de déclaration de révision des articles 40, 110, 111, 151, 153 et 160 de la Constitution en vue d'attribuer à la monarchie belge un rôle purement protocolaire, no [7-20/1](#).
- d. Proposition de déclaration de révision de l'article 50 de la Constitution en vue d'attribuer à la Monarchie belge un rôle purement formel et protocolaire, no [7-21/1](#).
- e. Proposition de déclaration de révision des articles 63 et 165 de la Constitution en vue d'attribuer à la monarchie belge un rôle purement protocolaire, no [7-22/1](#).
- f. Proposition de déclaration de révision de l'article 85 de la Constitution en vue d'établir une nette distinction entre le rôle public et la vie privée de la Monarchie belge, no [7-23/1](#).
- g. Proposition de déclaration de la révision de l'article 167, § 1er, alinéa 2, de la Constitution, en ce qui concerne la compétence de mener la guerre, no [7-24/1](#).
- h. Proposition de déclaration de révision des articles 37, 104, 108 et 109 de la Constitution en vue d'attribuer à la monarchie belge un rôle purement protocolaire, no [7-36/1](#).
- i. Proposition de déclaration de révision des articles 44, 45 et 46 de la Constitution en vue d'attribuer à la monarchie belge un rôle purement protocolaire, no [7-37/1](#).
- j. Proposition de déclaration de révision de l'article 89 de la Constitution en vue d'y ajouter un alinéa désignant les membres de la Famille royale auxquels une dotation peut être accordée, no [7-38/1](#).
- k. Proposition de déclaration de révision des articles 107, 114 et 167 de la Constitution en vue d'attribuer à la monarchie belge un rôle purement protocolaire, no [7-39/1](#).
- l. Proposition de déclaration de révision de l'article 112 de la Constitution en vue d'attribuer à la monarchie belge un rôle purement protocolaire, no [7-40/1](#).
- m. Proposition de déclaration de révision des articles 195 et 198 de la Constitution en vue d'attribuer à la monarchie belge un rôle purement protocolaire, no [7-41/1](#).
- n. Proposition de déclaration de révision de l'article 56 de la Constitution en vue d'attribuer à la Monarchie belge un rôle purement formel et protocolaire, no [7-49/1](#).
- o. Proposition de déclaration de révision de l'article 61 de la Constitution en vue d'ouvrir le droit de vote aux jeunes de 16 à 18 ans, no [7-50/1](#).
- p. Proposition de déclaration de révision de l'article 86 de la Constitution en vue d'établir une nette distinction entre le rôle public et la vie privée de la Monarchie belge et d'attribuer à celle-ci un rôle purement formel et protocolaire, no [7-51/1](#).
- q. Proposition de déclaration de révision de l'article 88 de la Constitution en vue d'établir une nette distinction entre le rôle public et la vie privée de la Monarchie belge et d'attribuer à celle-ci un rôle purement formel et protocolaire, no [7-52/1](#).
- r. Proposition de déclaration de révision de l'article 89 de la Constitution en vue d'appliquer les règles de l'annuité budgétaire également à la monarchie, no [7-53/1](#).
- s. Proposition de déclaration de révision de l'article 96 de la Constitution en vue d'attribuer à la Monarchie belge un rôle purement formel et protocolaire, no [7-54/1](#).
- t. Proposition de déclaration de révision de l'article 102 de la Constitution en vue de supprimer l'inviolabilité totale du Roi et de limiter le principe de l'irresponsabilité aux actes posés dans l'exercice des missions publiques, no [7-55/1](#).
- u. Proposition de déclaration de révision de l'article 167, § 1er, alinéa 2, de la Constitution en ce qui concerne la compétence de mener la guerre, no [7-56/1](#).
- v. Proposition de déclaration de révision de l'article 168 de la Constitution visant à y ajouter un alinéa subordonnant la sortie de l'Union européenne à un vote à la majorité des deux tiers, no [7-57/1](#).
- w. Proposition de déclaration de révision de l'article 197 de la Constitution en vue de permettre au constituant de mener un débat ouvert sur la Monarchie belge pendant une régence, no [7-58/1](#).
- x. Proposition de déclaration de révision du décret n° 5 du 24 novembre 1830 portant exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique, en vue de bannir toute disposition haineuse, discriminatoire ou absurde des règles constitutionnelles, no [7-59/1](#).
- y. Proposition de déclaration de révision de l'article 11bis, alinéa 2, de la Constitution, en vue de garantir une représentation d'au moins 40 % de chaque sexe au sein du Conseil des ministres ainsi que des gouvernements de Communauté et de Région, no [7-71/1](#).
- z. Proposition de déclaration de révision de l'article 167, § 1er, alinéa 2, de la Constitution en vue d'instaurer l'autorisation préalable du Parlement en cas d'engagement de l'armée, no [7-97/1](#).
- aa. Proposition de déclaration de révision de la Constitution, no [7-145/1](#).
- bb. Proposition de déclaration de révision de l'article 36, du titre III, chapitre Ier et chapitre II, des articles 100, 119, 143, 151, 174 et 195 de la Constitution visant à supprimer le Sénat pour créer une assemblée de citoyens tirés au sort, no [7-170/1](#).
- cc. Proposition de déclaration de révision de la Constitution visant à intégrer la dimension du genre dans la terminologie utilisée, no [7-249/1](#).
- dd. Proposition de déclaration de révision de l'article 34 de la Constitution en vue d'y

- ajouter un alinéa en vue d'ancrer dans la Constitution l'appartenance à l'Union européenne, no [7-341/1](#).
- ee. Proposition de déclaration de révision du titre II de la Constitution en vue d'insérer un article 24bis rendant obligatoire l'apprentissage d'une autre langue nationale pendant la période de l'enseignement primaire et secondaire à temps plein, no [7-380/1](#).
- ff. Proposition de déclaration de révision de la Constitution en vue de supprimer le Sénat, no [7-393/1](#).
- gg. Proposition de déclaration de révision du décret n° 5 du 24 novembre 1830 portant exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique, no [7-472/1](#).
- hh. Proposition de déclaration de révision du décret n° 3 du 18 novembre 1830 relatif à l'indépendance du peuple belge, no [7-478/1](#).
- ii. Proposition de déclaration de révision de la Constitution en vue de la suppression du Sénat et de la création de l'Assemblée constitutionnelle réunie, no [7-487/1](#).
- jj. Proposition de déclaration de révision de l'article 97 de la Constitution visant à faire en sorte que les membres du gouvernement fédéral soient bilingues, compétents et élus à la Chambre des représentants, no [7-496/1](#).
- kk. Proposition de déclaration de révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 10bis établissant la neutralité de l'État et l'impartialité de son action, no [7-510/1](#).
- ll. Proposition de déclaration de révision de la Constitution en vue de la transformation du Sénat en une assemblée de décision rassemblant les différentes entités du pays, no [7-519/1](#).
- mm. Proposition de déclaration de révision de la Constitution en vue de supprimer définitivement le Sénat et de transférer ses compétences à la Chambre des représentants, no [7-526/1](#).
- nn. Proposition de déclaration de révision de diverses dispositions de la Constitution relatives à la structure de l'État fédéral, à l'état de droit et aux libertés et droits constitutionnels, et au fonctionnement des institutions, no [7-531/1](#).
- oo. Proposition de déclaration de révision de diverses dispositions de la Constitution relatives au Sénat, no [7-535/1](#).
- pp. Proposition de déclaration de révision de la Constitution, no [7-539/1](#).

17/5/2024

Commission des Affaires institutionnelles

Projet de déclaration de révision de la Constitution, no [7-550/1](#).

Dokument Nr. [7-550](#)

03.05.2024

Projet de déclaration de révision de la Constitution

Déclaration de révision de la Constitution discutée en commission

13/05/2024

Le lundi 13 mai 2024, la Commission des Affaires institutionnelles s'est réunie pour délibérer sur la déclaration de révision de la Constitution. Le projet de déclaration de révision de la Constitution du gouvernement a été approuvé par la commission. Il sera soumis à la séance plénière du 17 mai 2024.

Vous pouvez consulter ce projet et les différentes propositions sur le [site web du Sénat](#).



Parlement de Wallonie

Dokument Nr. [1768](#)

26.04.2024

Règlement du Parlement wallon
(Doc. 1768 (2023-2024) N° 1)



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [2186](#) (2023-2024) nr.1

08.05.2024

Verslag over de gezamenlijke zitting met de Commissie voor Algemeen Beleid, Lokale Besturen, Ruimtelijke Ordening, Wonen, Energie, Duurzame Ontwikkeling, Financiën en Samenwerking van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap

Dokument Nr. [2185](#) (2023-2024) nr.1

08.05.2024

Voorstel van decreet houdende wijziging van artikel 8 van het decreet van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters, wat betreft de invoering van het laagste tarief van de ouderbijdrage voor kinderopvang voor kinderen van moeders die zijn ingeschreven in het secundair onderwijs

Dokument Nr. [2182](#) (2023-2024) nr.1

08.05.2024

Voorstel van decreet houdende diverse bepalingen over omgeving, leefmilieu en natuur en ruimtelijke ordening

**Dokument Nr. [2171](#) (2023-2024) nr.1
06.05.2024**

Ontwerp van decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 mei 2024 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap inzake de gecoördineerde gedeeltelijke tenuitvoerlegging van verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG (Digitaledienstenverordening)

**Dokument Nr. [2160](#) (2023-2024) nr.1
30.04.2024**

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over de impact en mogelijkheden van artificiële intelligentie voor onze arbeidsmarkt en economie

**Dokument Nr. [2159](#) (2023-2024) nr.1
29.04.2024**

Voorstel van bijzonder decreet tot wijziging van het bijzonder decreet van 14 juli 1998 betreffende het gemeenschapsonderwijs, wat betreft het onderwijs in de gemeenschapsinstellingen die ter uitvoering van het jeugddelinquentierecht zijn opgericht

Een terugblik op de plenaire vergaderingen van 8 mei

09 mei 2024

Op woensdag 8 mei kwam het Vlaams Parlement bij elkaar in de plenaire vergadering, de laatste van deze legislatuur. Er werd een ochtend-, middag- en avondvergadering gehouden. Wat stond er op de agenda? Er werden verschillende ontwerpen van decreet, voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie besproken. Daarnaast legden de volksvertegenwoordigers nog enkele actuele vragen voor aan de Vlaamse Regering. Tot slot volgde er de stemming over de verschillende parlementaire initiatieven. Een greep uit wat er allemaal op de agenda stond ...

**1. Ontwerp van decreet:
[Vlaamse Codex Dierenwelzijn](#)**

Met dit ontwerp van decreet komt er een Vlaamse Codex voor Dierenwelzijn. Het zal de bestaande Dierenwelzijnswet vervangen en de regels rond dierenwelzijn verstrengen. Zo kunnen er alternatieve straffen, zoals een verplichte vorming en begeleiding, worden opgelegd aan mensen die dierenleed veroorzaken.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

**2. Ontwerp van decreet:
[proefproject herkeuringen van voertuigen](#)**

Er komt een proefproject waarbij bepaalde herkeuringen van voertuigen kunnen worden uitgevoerd

door erkende keurders bij erkende herstellende, in plaats van bij keuringsinstellingen. Het proefproject zal vijf jaar lopen en kan bij een positieve evaluatie met vijf jaar worden verlengd.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

**3. Ontwerp van decreet:
[wijziging decreet ad-hocwaarborgen voor ondernemingen en waarborgen voor financieringsfondsen en kredietportefeuilles](#)**

Het bestaande decreet over ad-hocwaarborgen voor ondernemingen en waarborgen voor financieringsfondsen en kredietportefeuilles krijgt een actualisatie. Zo worden er een aantal waarborgregimes opgeheven en wijzigt de regeling voor kredietportefeuilles op enkele vlakken. Verder krijgen enkele definities nog een update.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

**4. Ontwerp van decreet:
[wijziging decreet interlandelijke adoptie](#)**

Met dit ontwerp van decreet zal het takenpakket van het Vlaams Centrum voor Adoptie en de adoptiedienst voor interlandelijke adoptie op enkele vlakken wijzigen. Het doel? Een betere samenwerking tussen beide adoptiediensten en een betere samenwerking met de herkomstlanden. Daarnaast wordt er nu één interlandelijke adoptiedienst erkend en wordt er een adviescomité opgericht dat mee waakt over de naleving van het decreet en de beoordeling van afzonderlijke dossiers.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

**5. Ontwerp van decreet:
[wijziging milieueffectrapportage \(MER\)](#)**

Een milieueffectrapportage (MER) is een onderzoek naar de mogelijke milieugevolgen van bepaalde activiteiten of ingrepen. Het is dus een belangrijk instrument voor de bescherming van de leefomgeving. Het bestaande decreet rond de MER krijgt nu een update. Zo wordt de regelgeving aanzienlijk vereenvoudigd. Tegelijkertijd blijven kwaliteit en gedeeld eigenaarschap belangrijke focuspunten. Een Vlaams expertisecentrum voor milieueffectrapportage moet voor de nodige kennis en ervaring zorgen.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

**6. Ontwerp van decreet:
[wijziging Bodemdecreet](#)**

Het Bodemdecreet krijgt enkele aanpassingen. Zo wordt er tegemoetgekomen aan enkele aanbevelingen van de onderzoekscommissie rond PFAS-PFOS. Maar er wordt ook ingezet op enkele 'quick wins' op het vlak van bodemsanering en bodem-

zorg. Dat komt er in afwachting van een diepgaande herevaluatie van het bodembeleid en het Bodemdecreet.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

7. Voorstel van decreet:
[minimumdoelen eerste graad secundair onderwijs en zevende leerjaar](#)

De onderwijsdoelen of eindtermen omschrijven wat een leerling of student op het einde van een opleiding of cursus minimaal zou moeten kennen en kunnen. In juli 2023 werden de nieuwe eindtermen voor de tweede en de derde graad van het secundair onderwijs goedgekeurd. Recent sloot minister Ben Weyts met de onderwijspartners een akkoord om dezelfde oefening door te trekken naar de rest van het leerplichtonderwijs, te beginnen met de eerste graad van het secundair onderwijs en het zevende leerjaar bso. Met dit voorstel van decreet kunnen die minimumdoelen nu effectief worden toegepast vanaf 1 september 2024.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

8. Voorstel van resolutie:
[bevordering circulaire economie](#)

Vlaanderen is voor zijn eigen productie sterk afhankelijk van de import van grondstoffen vanuit landen van buiten de Europese Unie. De geopolitieke spanningen, de schaarste van grondstoffen en de stijgende vraag naar grondstoffen verhogen bovendien de druk op het milieu. Het zou goed zijn te evolueren naar een meer circulaire economie, waarin innovatie en hergebruik centraal staan. Met dit voorstel van resolutie vragen leden van meerderheid en oppositie aan de Vlaamse Regering om hier sterker op in te zetten.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

9. Voorstel van resolutie: [concurrentiekracht Europese en Vlaamse industrie](#)

De Vlaamse Regering wil inzetten op een sterk industrie- en innovatiebeleid, met aandacht voor energiekosten, gerichte financiering en het belang van internationale partnerschappen. Leden van de meerderheidspartijen vragen met dit voorstel van resolutie aan de Vlaamse Regering om een leidende rol op te nemen in de Europese Unie. Daarnaast willen ze dat de Europese Commissie het gelijk speelveld binnen de EU herstelt.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

10. Voorstel van resolutie:
[betere endometriosezorg](#)

Endometriose is een aandoening bij vrouwen waarbij weefsel buiten de baarmoeder een chronische ontstekingsreactie veroorzaakt. Volgens de Wereldgezondheidsorganisatie lijdt wereldwijd minstens een op de tien vrouwen aan deze aandoening. Er is binnen de zorg- en hulpverlening weinig

bekend over endometriose. Leden van meerderheidspartijen dienden daarom een voorstel van resolutie in waarbij ze de Vlaamse Regering vragen om de zorg rond endometriose te verbeteren.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

11. Voorstel van resolutie:
[arbeidsmatige activiteiten](#)

Arbeidsmatige activiteiten, in het werkveld nog steeds bekend als arbeidszorg, zijn onbezoldigde activiteiten onder begeleiding. Arbeidsmatige activiteiten werken inclusief en activerend op maat van elk individu met een vraag naar werk waarop de (bezoldigde) arbeidsmarkt vandaag (nog) geen antwoord kan bieden. Ze dienen dus niet alleen als eerste opstap naar de arbeidsmarkt, maar ook als laatste vangnet. Daarom vragen leden van de meerderheidsfracties aan de Vlaamse Regering om onder andere een duidelijk administratief kader uit te werken voor arbeidsmatige activiteiten.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

12. Voorstel van resolutie:
[opschaling naar slimme regio Vlaanderen](#)

De indieners van dit voorstel van resolutie vragen aan de Vlaamse Regering om de beschikbare middelen voor technologische en digitale ontwikkelingen zo efficiënt mogelijk in te zetten. Verder roepen ze op om alle lokale besturen te betrekken. Het doel is om de krachten optimaal te bundelen en van Vlaanderen een 'slimme' regio te maken, in plaats van een versnipperd landschap van smart-city-eilanden.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

13. Voorstel van resolutie:
[aanbevelingen Bijzondere commissie seksueel misbruik in de Kerk](#)

De plenaire vergadering besprak een voorstel van resolutie met de vaststellingen en aanbevelingen van de Bijzondere commissie voor de evaluatie van de aanpak van seksueel misbruik in de Kerk en in andere gezagsrelaties in het algemeen en van de rol van instellingen en voorzieningen op het terrein van jeugd, welzijn en onderwijs in het bijzonder.

Hoofdelijke stemming: aangenomen



**Parlement de la Région de
Bruxelles-Capitale (PRB)**

**Dokument Nr. Fiche [A-866/1-23/24](#)
26.03.2024**

Proposition de résolution visant à promouvoir le droit des chercheurs d'emploi d'obtenir une réponse.

Dokument Nr. Fiche [A-851/1-23/24](#)**13.03.2024**

Projet d'ordonnance visant à soutenir les occupations temporaires à finalité sociale.

Dokument Nr. Fiche [A-848/1-23/24](#)**05.03.2024**

Proposition d'ordonnance portant un dialogue citoyen permanent en Région de Bruxelles-Capitale.

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

223. Sitzung vom 07. Mai 2024

TOP 3: Genehmigung und Veröffentlichung des Submissionsberichtes zur Auswahl der Teilnehmer „Öffentlicher Bauauftrag Planung und Ausführung (Design and Build) mit dem Zweck die Planung und Ausführung von Bau-, Renovierungs- und Umbauarbeiten des Sport- und Ferienparks Worriken in Bütgenbach – Projekt Worriken 4.0“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Submissionsbericht der Auswahl der Teilnehmer für „die Planung und Ausführung von Bau-, Renovierungs- und Umbauarbeiten des Sport- und Ferienparks Worriken in Bütgenbach – Projekt Worriken 4.0“ sowie dessen Veröffentlichung. Es handelt sich um die erste Phase des Verhandlungsverfahrens.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 24. Oktober 2023 hat die Regierung das Lastenheft des „Öffentlichen Bauauftrages – Planung und Ausführung (Design and Build) mit dem Zweck die Planung und Ausführung von Bau-, Renovierungs- und Umbauarbeiten des Sport- und Ferienparks Worriken in Bütgenbach – Projekt Worriken 4.0“ genehmigt. (EXIX/24.10.2023/OP/1002).

Am 2. November 2023 ist das Lastenheft der öffentlichen Ausschreibung zur Vergabe des oben genannten Bauauftrages unter der Referenz 673043-2023 im TED (tenders electronic daily), der Datenbank der Europäischen Union für die Vergabe öffentlicher Aufträge, veröffentlicht worden. Die Öffnung der Teilnahmeanträge fand am 25. Januar 2024 statt.

Vier Teilnahmeanträge wurden frist- und formgerecht elektronisch eingereicht:

- SM IBB- MARAITE -TRAGECO
- Pelikaan NL
- WOR'K TEAM (Etablissements Jean Wust)
- DB Bütgenbach (Entreprise Moury)

Die Teilnahmeanträge wurden durch einen Bewerbungsbogen auf das Zugangsrecht sowie in Bezug

auf die qualitative Auswahl überprüft. Diese Bewertungsböden sowie der vollständige Submissionsbericht werden dem Beschluss beigelegt.

Auf der Grundlage der Analyse der Teilnahmeanträge sollen nun folgende Teilnehmer für den Bauauftrag Planung und Ausführung (Design and Build) - Worriken 4.0 berücksichtigt werden:

- WOR'K TEAM (Etablissements Jean Wust)
- DB Bütgenbach (Entreprise Moury)

In der zweiten Phase des Verhandlungsverfahrens wird der Leitfaden zur Angebotsabgabe den ausgewählten Teilnehmern mit der Aufforderung der Abgabe eines Erstangebots zugesandt. Die zweite Phase des Vergabeverfahrens regelt und umfasst die Abgabe des Erstangebots und möglicher zusätzlicher Angebote sowie mögliche Verhandlungen, die zu einem endgültigen Angebot führen, bis hin zur Vergabe des öffentlichen Auftrags.

Der Leitfaden zur Angebotsabgabe wird der Regierung zu einem späteren Zeitpunkt vorgelegt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Genehmigung des Submissionsberichtes dient lediglich zur Auswahl der Teilnehmer, welche zur zweiten Phase des Verhandlungsverfahrens zugelassen werden. Demnach hat es aktuell noch keine finanziellen Auswirkungen auf den Haushalt der DgG Gemeinschaftszentren, welcher erst nach Bezeichnung des Teilnehmers belastet wird.

TOP 4: Genehmigung und Veröffentlichung des Lastenheftes im Offenen Verfahren zur Vergabe des Auftrags für Architektur, Stabilität, Gebäudetechnik, Sicherheitskoordination und EEG-Studie und -Durchführung im Rahmen der Sanierung des Naturzentrums „Haus Ternell“ gelegen in Ternell 2-3 in Eupen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Lastenheft für den öffentlichen Dienstleistungsauftrag zur Vergabe des Auftrags für Architektur, Stabilität, Gebäudetechnik, Sicherheitskoordination und EEG-Studie und -Durchführung im Rahmen der Sanierung des Naturzentrums „Haus Ternell“ gelegen in Ternell 2-3 in Eupen, sowie dessen Veröffentlichung im offenen Verfahren.

Der Ministerpräsident, zuständig für den Haushalt und die Finanzen, wird mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Naturzentrum „Haus Ternell“ ist seit vielen Jahren ein touristischer Pfeiler und Anziehungspunkt für Wanderer oder Naturliebhaber. Das Venn- und Waldmuseum zeigt die Fauna und Flora in ihrer natürlichen Umgebung und erklärt die Entstehung der

Vennlandschaft. Die bestehenden Seminarräume stehen für private Veranstaltungen sowohl als auch für die Ausbildung der Naturführer, Bienenzucht etc. zu Verfügung. Der Eingangsbereich bildet sich aus dem Empfang des Naturzentrum und dem Tourismusbüro.

Ziel des Sanierungsprojektes ist unter anderem die Renovierung der bestehenden Infrastruktur in Bezug auf die Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes.

Die baulichen Maßnahmen sollen eine bessere Sichtbarkeit sowie eine authentische touristische Identität für das Naturzentrum schaffen.

Die administrativen und pädagogischen Dienste sind aktuell auf mehrere Geschosse sowie auch auf mehreren Gebäuden aufgeteilt. Um die Zusammenarbeit der Mitarbeiter zu optimieren, eine bessere interne Zirkulation und Kommunikation zu gewährleisten, sollen hier Büroflächen geschaffen werden, die sich auf einer Ebene in einem Gebäude befinden. Der Ausbau anhand einer Erweiterung des bestehenden Gebäudes ermöglicht es, hier genügend Raum für die nötige interne Anpassung zu gewährleisten.

Die Ausschreibung des Dienstleistungsauftrages sieht eine Beauftragung für Architektur, Stabilität, Gebäudetechnik, Sicherheitskoordination und EEG-Studie und -Durchführung vor.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Im Rahmen der Haushaltserstellung wurde eine Verpflichtungsermächtigung in Höhe von 2,2 Millionen Euro im Ausgabenhaushalt der DgG Gemeinschaftszentren für die Umsetzung des Konzeptes vorgesehen. Die Genehmigung der Ausschreibung des Dienstleistungsauftrages zieht keine direkten finanziellen Auswirkungen nach sich.

Die geschätzten Gesamtkosten der hier ausgeschriebenen Arbeiten liegen bei ca. 2.220.000,00€ und gehen zu Lasten des Haushalts der DgG Gemeinschaftszentren (OB00 PR00 Zuweisung 74.22).

TOP 6: Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Artikel 4 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Befugnisse an die Regionen und Gemeinschaften, der am 1. Januar 2002 in Kraft getreten ist, ändert Artikel 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ab und überträgt den Regionen die Zuständigkeit bezüglich der Änderung oder Berichtigung der Grenzen der Provinzen und Gemeinden, mit Ausnahme der Grenzen der Gemeinden, die in Artikel 7 der koordinierten Gesetze vom 18. Juli 1966 über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten genannt werden, und der Gemeinden Comines-Warneton und Voeren.

Artikel 139 der Verfassung sieht Folgendes vor: "Auf Vorschlag ihrer jeweiligen Regierung können das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft und das Parlament der Wallonischen Region in gegenseitigem Einvernehmen und jedes durch Dekret beschließen, dass das Parlament und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft im deutschen Sprachgebiet Befugnisse der Wallonischen Region ganz oder teilweise ausüben. Diese Befugnisse werden je nach Fall im Wege von Dekreten, Erlassen oder Verordnungen ausgeübt."

Dennoch haben die Wallonische Region und die Deutschsprachige Gemeinschaft nie von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht, sofern es um die Änderung und Berichtigung von Gemeindegrenzen auf dem deutschen Sprachgebiet geht. So übt die Deutschsprachige Gemeinschaft bislang keine Befugnisse in diesem Bereich aus (weder die Möglichkeit oder Organisation der Fusion noch die Finanzierung).

Aus Artikel L1151-1 des wallonischen Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (hier nach Kodex genannt) und den parlamentarischen Arbeiten geht hervor, dass die Wallonische Region sich dafür entschieden hat, ihr Dekret nicht auf die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets anwendbar zu machen.

Artikel L1151-1 des Kodex, der durch das wallonische Dekret vom 2. Mai 2019 eingeführt wurde, besagt nämlich: "Der vorliegende Titel (Freiwillige Gemeindefusion) ist auf alle Gemeinden anwendbar, die sich auf dem französischen Sprachgebiet befinden."

Auf Seite 3 des Ausschussberichts zum Dekretvorentwurf zur Änderung des Kodex im Hinblick auf die

Festlegung des Rahmens für die freiwillige Gemeindefusion betonte die für die lokalen Behörden zuständige Ministerin, dass "die vorliegenden Dekretentwürfe auf die auf dem französischen Sprachgebiet gelegenen Gemeinden anwendbar sind. Im Übrigen sind, wie vom Staatsrat bestätigt, die Malmedyer Gemeinden mit einer besonderen Sprachregelung nicht vom Anwendungsbereich dieser Dekrete ausgenommen. Was die deutschsprachigen Gemeinden betrifft, so sind sie vom Anwendungsbereich dieser Entwürfe ausgenommen. Während die Wallonische Region für die Fusion von Gemeinden zuständig ist, ist die Deutschsprachige Gemeinschaft für die Fusion der ÖSHZ zuständig. Daher könnte eine Übertragung der Zuständigkeit auf die Deutschsprachige Gemeinschaft zu einem späteren Zeitpunkt in Betracht gezogen werden." (*Parlamentsdokumente*, Wall. Parl., 2018-2019, Nr. 1378/3, S. 3).

Diese Vorgehensweise wurde vom Staatsrat als zulässig erachtet, da die Deutschsprachige Gemeinschaft für die ÖSHZ zuständig ist und ein einseitiger wallonischer Rechtsrahmen für Gemeindefusionen im deutschen Sprachgebiet die Kompetenzen der Deutschsprachigen Gemeinschaft unverhältnismäßig stark beeinträchtigen würde. In seinem Gutachten Nr. 65.407 (S. 9 und 10) zum Vorentwurf des wallonischen "Fusionsdekrets" führte der Staatsrat aus:

"Was ausdrücklich die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets betrifft, ist darauf hinzuweisen, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft gemäß Artikel 5 §1 II. 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 hierfür zuständig ist, im Rahmen der Personenhilfe "die Sozialhilfepolitik einschließlich der grundlegenden Rechtsvorschriften über die öffentlichen Sozialhilfezentren mit Ausnahme [...] b) der Angelegenheiten mit Bezug auf die öffentlichen Sozialhilfezentren, die in den Artikeln 1 und 2 [...] des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren geregelt sind", wobei die letztgenannten Angelegenheiten weiterhin in den föderalen Zuständigkeitsbereich fallen.

Artikel 2 Absatz 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren legt fest: "Jede Gemeinde des Königreichs wird von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum betreut."

Daraus folgt, dass der regionale Fusionsmechanismus, wenn er auf die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets, die untereinander und nur untereinander fusionieren möchten, anwendbar gemacht würde, zur Einhaltung der in Artikel 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. Juli 1976 verankerten föderalen Kompetenzregel die notwendige Fusion der öffentlichen Sozialhilfezentren, die die fusionierten Gemeinden betreuen, mit sich bringen würde. Angesichts der Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Regelung der Sozialhilfepolitik einschließlich der organischen Regeln für die öffentlichen Sozialhilfezentren erscheint es der Abteilung Gesetzgebung, zumindest im Lichte der ihr zum Zeitpunkt der Abgabe ihres Gutachtens vorliegenden Informationen, dass eine solche einseitig von der Wallonischen Region beschlossene Anwendbar-

keit die der Deutschsprachigen Gemeinschaft in diesem Bereich zuerkannten Zuständigkeiten unverhältnismäßig beeinträchtigen würde.

Ein zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschlossenes Zusammenarbeitsabkommen würde ein geeignetes Instrument zur Überwindung dieser Schwierigkeit darstellen."

Indem das wallonische "Fusionsdekret" nicht auf die Gemeinden im deutschen Sprachgebiet anwendbar gemacht wurde, kann es somit keine Auswirkungen auf die Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die ÖSHZ haben, so dass ein Zusammenarbeitsabkommen nicht erforderlich ist.

Folglich sind die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets vom Anwendungsbereich des wallonischen Dekrets ausgenommen, wobei zu beachten ist, dass es mangels einer Zuständigkeit keine spezifischen Bestimmungen auf Ebene der Deutschsprachigen Gemeinschaft gibt. Diese Situation führt zu einer Rechtslücke: Derzeit ist es - in Ermangelung einer dekretalen Grundlage - tatsächlich unmöglich, dass deutschsprachige Gemeinden untereinander fusionieren.

Da die Deutschsprachige Gemeinschaft bereits für andere Aspekte im Zusammenhang mit untergeordneten Befugnissen zuständig ist, die bereits 2004 und 2014 übertragen wurden, ist es aus Gründen der Kohärenz angebracht, ihr die Möglichkeit zu geben, eigene Regeln für die Änderung oder Berichtigung von Gemeindegrenzen aufzustellen.

Um dies zu konkretisieren, ist eine Kompetenzübertragung durch Abänderung der Dekrete vom 27. Mai 2004 und vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft erforderlich. Daher ist es in Anwendung von Artikel 139 der Verfassung notwendig, dass das Wallonische Parlament und das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft jeweils ein gleichlautendes Dekret zur Übertragung dieser Zuständigkeit verabschieden, das zum selben Zeitpunkt in Kraft tritt.

Ab diesem Zeitpunkt wird die Deutschsprachige Gemeinschaft dekretal intervenieren können, um die freiwilligen Fusionen deutschsprachiger Gemeinden zu regeln (ausschließlich untereinander, da eine Fusion einer deutschsprachigen Gemeinde mit einer französischsprachigen Gemeinde zu einer Änderung der Grenzen der Sprachgebiete führen würde, was ausschließlich in der Zuständigkeit des Föderalstaats bleibt).

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 7: AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung: Verlängerung der projektgebundenen AktiF-Stellen vom 1. Januar 2025 bis zum 31. Dezember 2029

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt die Verlängerung von 196,58 Vollzeitäquivalent projektgebundenen AktiF-Stellen vom 1. Januar 2025 bis zum 31. Dezember 2029.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 31. Dezember 2024 endet die aktuelle maximale Förderperiode der „Abkommen zur Genehmigung der projektgebundenen AktiF-Stellen“ bei den VoG und öffentlichen (nicht-lokalen) Behörden.

Artikel 20 des Dekretes vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung sieht für die projektgebundenen Stellen die Gewährung von AktiF- und AktiF PLUS-Zuschüssen für eine erneuerbare Dauer von höchstens fünf Jahren vor.

Im Sinne einer administrativen Erleichterung wurden alle betroffenen Arbeitgeber am 26. Februar 2024 gebeten, über „monospace.be“ die vorausgefüllte Aufgabenbeschreibung ihrer jeweiligen aktuellen projektgebundenen AktiF-Stellen zu prüfen und zu bestätigen oder ggf. anzupassen.

Über diesen Weg konnten die Arbeitgeber ebenfalls sofort angeben, für welche Stellen sie ab 2025 die Verlängerung für weitere fünf Jahre beantragen.

Im März 2024 hat der Fachbereich Beschäftigung fünf angekündigte und fünf unangekündigte Vorortkontrollen bei Arbeitgebern von projektgebundenen Stellen durchgeführt. Bei diesen Inspektionen gab es keine größeren Auffälligkeiten.

Für insgesamt 196,58 Vollzeitäquivalent projektgebundene AktiF(PLUS)-Stellen wurde die Verlängerung für weitere fünf Jahre beantragt.

Zwischenzeitlich - in den Monaten März bis Dezember 2024 - zusätzlich genehmigte Stellen werden automatisch, ohne administrativen Aufwand für die Arbeitgeber ebenfalls der Verlängerungsakte beigelegt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Aktuell sind 196,58 Vollzeitstellen im Rahmen von projektgebundenen AktiF-Stellen genehmigt bzw. sollen ab 1. Januar 2025 verlängert werden Diese Anzahl Stellen wird sich bis zum 31. Dezember 2024 durch Personalveränderungen oder durch die Genehmigung von zusätzlichen Stellen mit großer

Wahrscheinlichkeit verändern. Die Entwicklungen sind schwer einzuschätzen.

Ebenfalls ist davon auszugehen, dass die Zuschuss-höhe durch evtl. Indexanpassungen ebenfalls noch variieren wird. Für die folgende Simulation wird daher vom aktuellen Stand und von der aktuellen Zuschuss-höhe ausgegangen:

Zurzeit sind 16,61 VZÄ Stellen vakant. Einerseits liegt das an noch nicht ersetzte Personalabgänge und andererseits an neu genehmigte und noch nicht besetzte Stellen. Für die Simulation der finanziellen Auswirkung wurden für diese Stellen ein AktiF PLUS-Zuschuss genutzt.

	VZÄ	Jahreszuschuss	Gesamt-Jahreszuschuss pro Kategorie
B1 (BVA-Übergangszuschuss)	43,55	19.522 €	850.183 €
B2 (BVA-Übergangszuschuss)	23,51	27.343 €	642.834 €
B3 (BVA-Übergangszuschuss)	9,88	34.514 €	340.998 €
A	35,48	13.872 €	492.179 €
A+	67,55	26.436 €	1.785.752 €
	179,97		4.111.946 €
Vakante Stellen	16,61	26.436 €	439.102 €
	196,58		4.551.048 €

Der Haushalt 2025 wird voraussichtlich mit 4.551.048 EUR belastet. Diese Mittel und die der Folgejahre können über den OB 30 PR 23 ZW 30.23 aufgebracht werden.

TOP 8: Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Flämischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Einschreibung eines Kontingents Studierender in einen Bachelorstudiengang in den Studienbereichen Medizin und Zahnmedizin in der Flämischen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Einschreibung eines Kontingents Studierender in einen Bachelorstudiengang in den Studienbereichen Medizin und Zahnmedizin in der Flämischen Gemeinschaft.

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Flämischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Einschreibung eines Kontingents

Studierender in einen Bachelorstudiengang in den Studienbereichen Medizin und Zahnmedizin in der Flämischen Gemeinschaft.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Datenschutzbehörde zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in 30-Tage-Frist zu beantragen

Der Beschluss der Regierung EXIX/2024/21.03/3505 vom 21. März 2024 wird zurückgezogen.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Ärzte- und Fachärztemangel in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist erheblich. Im Rahmen der Volksgesundheit und des Rechts auf Zugang zur Gesundheitsversorgung für alle Bürgerinnen und Bürger ist es von entscheidender Bedeutung, schnell Maßnahmen zu ergreifen.

In diesem Kontext hat die Regierung beschlossen, ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abzuschließen, um zehn Studienplätze in den Bachelorstudiengängen Medizin und Zahnmedizin an flämischen Universitäten für Studierende aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu reservieren. Darüber hinaus wird die Deutschsprachige Gemeinschaft eine eigene, auf die flämische Zulassungsprüfung basierte Zulassungsprüfung organisieren. Dies ermöglicht es Studienbewerbern aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft, künftig eine Zulassungsprüfung in deutscher Sprache abzulegen. Die zehn besten Bewerberinnen und Bewerber erhalten einen Studienplatz an einer flämischen Universität.

Das Zusammenarbeitsabkommen regelt die verschiedenen Aspekte dieser Zusammenarbeit:

- Die ersten Zulassungsprüfungen, die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisiert werden, finden im Jahr 2025 statt, um eine Einschreibung in einen Bachelorstudiengang Medizin oder Zahnmedizin im akademischen Jahr 2025-2026 zu ermöglichen.
- Die Flämische Gemeinschaft garantiert ab dem akademischen Jahr 2025-2026 ein Kontingent von zehn Studienplätzen – acht für Medizin und zwei für Zahnmedizin – für Bewerber aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die im Rahmen des Zulassungsverfahrens nicht mit den Teilnehmern der flämischen Zulassungsprüfung in Wettbe-

werb kommen. Die Deutschsprachige Gemeinschaft hat die Möglichkeit, die Verteilung der zehn Plätze auf die Studiengänge in Medizin und Zahnmedizin jährlich anzupassen;

- Die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung sind in den Artikeln 10 und 11 sowie spezifisch für das Bildungswesen in Artikel 24 §4 der Verfassung verankert. Eine ungleiche Behandlung von Personen in vergleichbaren Situationen ist nur zulässig, wenn sie angemessen begründet ist, ein legitimes Ziel verfolgt wird und sachdienlich sowie verhältnismäßig ist. Aktuell werden deutschsprachige Studienbewerber ungleich behandelt, da sie im Gegensatz zu französisch- und niederländischsprachigen Studienbewerbern in Belgien nicht die Möglichkeit haben, eine Zulassungsprüfung für ein Medizin- oder Zahnmedizinstudium in ihrer Muttersprache abzulegen. Die Maßnahme, eine Prüfung in Deutsch anzubieten, verfolgt in diesem Fall auf sachdienliche Weise ein legitimes Ziel, nämlich die Beseitigung einer ungleichen Situation und des Nachteils, den deutschsprachige Studienbewerber durch eine weniger gute Beherrschung des Französischen oder Niederländischen erleiden.
- Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist verantwortlich für die Organisation der deutschsprachigen Zulassungsprüfungen, die am gleichen Tag wie die flämischen Zulassungsprüfungen stattfinden. Hierzu muss von der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine entsprechende dekretale Grundlage geschaffen werden.
- Die Deutschsprachige Gemeinschaft gewährleistet die Vertraulichkeit der zu übersetzen Fragen.
- Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist für die Bearbeitung der Einspruchs- und Einsichtsverfahren zuständig, die von Teilnehmern der deutschsprachigen Zulassungsprüfungen eingereicht bzw. beantragt werden.
- Die Flämische Gemeinschaft stellt der Deutschsprachigen Gemeinschaft ihr Fachwissen im Zusammenhang mit der Organisation der Zulassungsprüfungen zur Verfügung.

Wie oben erwähnt ist die Bedingung, dass lediglich deutschsprachige Studienbewerber sich bewerben können, eine Maßnahme, um die Wahrscheinlichkeit auf eine Rückkehr der ausgewählten Studierenden nach Abschluss des Studiums in die Deutschsprachige Gemeinschaft zu vergrößern. Die Regierung verfolgt darüber hinaus weitere Maßnahmen zur Absicherung einer guten Gesundheitsversorgung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

So ist im Dekret vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende,

Studierende und Schüler in Mangelberufen veran­kert, dass Studierende der Medizin und Zahnmedi­zin Anrecht auf die DuO-Ausbildungsförderung ha­ben, solange die Ärzte und Zahnärzte auf der von der Regierung festzulegenden DuO-Ausbildungsliste stehen. Studierende, die diese Ausbildungsförde­rung in Anspruch nehmen, müssen die erhaltene Summe nicht rückerstatten, wenn sie innerhalb von zehn Jahren nach erfolgreichem Abschluss des Stu­diums mindestens fünf Jahre halbezeitig in der Deutschsprachigen Gemeinschaft arbeiten.

Darüber hinaus prüft die Regierung, welche Rolle die Deutschsprachige Gemeinschaft spielen kann, um mehr und attraktivere Praktikumsplätze für die Fachausbildung nach dem Abschluss eines Medizin- oder Zahnmedizinstudiums zu bieten. Beide in der Deutschsprachigen Gemeinschaft gelegenen Kran­kenhäuser haben zwei flämische Chefärzte und der­zeit sind sechs anerkannte Ausbilder für Zahnmedi­zin und 16 anerkannte Ausbilder für Medizin in den beiden Häusern tätig. In einem ersten Schritt wer­den die oben genannten Chefärzte kontaktiert, um die bestehenden Bedürfnisse so gut wie möglich zu erfassen.

Der Wortlaut des Abkommens wie auch die Begrün­dung des Dekretvorentwurfs wurden, nach Erhalt des juristischen Gutachtens, sprachlich überprüft und korrigiert.

Die Deutschsprachige und die Flämische Gemein­schaft werden gemeinsam ein Gutachten zu beilie­gendem Dekretentwurf und dem entsprechenden Dekretentwurf der Flämischen Gemeinschaft beim Staatsrat beantragen. Auf Anfrage des Kabinetts des flämischen Ministers für Bildung wird das Gut­achten des Staatsrats innerhalb einer Frist von fünf Arbeitstagen beantragt. Auf Anfrage des Kabinetts des flämischen Ministers für Bildung wird das Gut­achten des Staatsrats innerhalb einer Frist von fünf Arbeitstagen beantragt.

Der Beschluss der Regierung EXIX/2024/21.03/3505 vom 21. März 2024 wird zu­rückgezogen. In diesem Beschluss wurde das Ab­kommen bereits genehmigt, jedoch wurde das Staatsratgutachten in einer Frist von fünf Arbeits­tagen beantragt. Der Staatsrat akzeptiert jedoch die Dringlichkeitsbegründung nicht, weshalb ein neuer Beschluss verabschiedet werden muss.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die finanziellen Auswirkungen beziehen sich haupt­ächlich auf die Übernahme der Kosten für die deutschsprachigen Studierenden, die sich aufgrund dieses Zusammenarbeitsabkommens für einen Stu­diengang in Medizin oder Zahnmedizin an einer flä­mischen Universität einschreiben.

Gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen bezahlt die Deutschsprachige Gemeinschaft jährlich einen Pauschalbetrag von 640.000 € für das vereinbarte Kontingent von zehn Studienplätzen. Der Betrag wird jährlich an den Gesundheitsindex angepasst.

Im Vergleich zu einer Finanzierung pro Kopf ist dies­es System finanziell interessant. Die Flämische Verwaltung teilte nämlich mit, dass einen Studien­platz pro Jahr ca. 16.000 € koste. Die finanziellen Auswirkungen einer pro Kopf-Berechnung würden daher wie folgt aussehen:

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
10 Studienplätze 1. Jahr	160.000 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €
10 Studienplätze 2. Jahr	0 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €
10 Studienplätze 3. Jahr	0 €	0 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €
10 Studienplätze 4. Jahr	0 €	0 €	0 €	160.000 €	160.000 €	160.000 €
10 Studienplätze 5. Jahr	0 €	0 €	0 €	0 €	160.000 €	160.000 €
10 Studienplätze 6. Jahr	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	160.000 €
Summe in €	160.000	320.000	480.000	640.000	800.000	960.000

Diese Berechnungsmethode würde bedeuten, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft ab 2030 jähr­lich 960.000 € bezahlen würde.

Es wurde eine Pauschalfinanzierung festgelegt, da die Finanzierung des Hochschulwesens in Flandern komplex ist. Sie basiert auf der Anzahl der aufge­nommenen ECTS-Punkte der Studierenden, jedoch können Studierende ihre ECTS-Punkte in verschie­denen Studienbereichen aufnehmen. Außerdem werden die Studierenden sich an verschiedenen Universitäten in Flandern einschreiben. Die ver­schiedenen Datenbanken zu kreuzen, ist keine ein­fache Aufgabe.

Die ausgewählte Lösung ist pragmatisch, einfach in der Umsetzung und vermeidet zusätzliche Kosten für komplizierte Datenbankrecherchen. Zudem er­laubt sie mit Ausnahme der nicht vorhersehbaren Indexentwicklung eine gewisse Planbarkeit der fi­nanziellen Auswirkungen des Zusammenarbeitsab­kommens. Darüber hinaus sieht das Abkommen vor, dass dieses System nach zwei Jahren evaluiert und angepasst werden kann.

Das Abkommen enthält keine Bestimmungen zur Form der Zulassungsprüfung der Deutschsprachi­gen Gemeinschaft. Es bestimmt lediglich, dass die Zulassungsprüfung der Deutschsprachigen Gemein­schaft auf der flämischen Zulassungsprüfung ba­siert. Je nach der gewählten Form der Zulassungs­prüfung - sei es eine reine Übersetzung oder eine von der Deutschsprachige Gemeinschaft selbst er­stellte Fragensammlung - sind zusätzliche Kosten zu erwarten:

- Übersetzung der Prüfungen für Medizin und Zahnmedizin: jährlich 5.000,00 €;
- Übersetzung der Reserveprüfungen für Me­dizin und Zahnmedizin: jährlich 5.000,00 €;
- Entschädigung der Mitglieder der Prüfungs­kommission: aktuell nicht zu beziffern, da

die Zusammensetzung der Kommission noch nicht feststeht;

- Organisation der Prüfungen (Standorte und Räume, Aufsichtspersonen, IT, ...): aktuell nicht zu beziffern.

TOP 9: Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über die Erstellung eines Bildungsberichts zur Erhebung der Kompetenzen in Französisch erste Fremdsprache in ostbelgischen Schulen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, den öffentlichen Dienstleistungsauftrag „Erstellung eines Bildungsberichts zur Erhebung der Kompetenzen in Französisch erste Fremdsprache in ostbelgischen Schulen“ dem Anbieter „Institut Supérieur des Langues Vivantes der Universität Lüttich“ mit Sitz Rue de Pitteurs 20 in 4020 Lüttich zu vergeben.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im dritten Umsetzungsprogramm des Regionalen Entwicklungskonzeptes ist die Förderung der Mehrsprachigkeit in Ostbelgien als eigenständiges Projekt aufgeführt. In diesem Rahmen sind Sprachzertifizierungen der Schüler als eine Maßnahme zur Verbesserung der Mehrsprachigkeit geplant.

In diesem Rahmen wurden ab dem Schuljahr 2007-2008 DELF-Tests (Diplôme d'Études en langue française du Centre international d'études pédagogiques) eingesetzt und jeweils eine repräsentative Stichprobe von ungefähr 200 Schülern getestet. Dieses Projekt wurde im Schuljahr 2017-2018 auf alle ostbelgischen Schulen ausgedehnt.

Aufgrund fehlender Angebote für die Erstellung des Bildungsberichts wurde im Rahmen der ursprünglichen öffentlichen Ausschreibung für das Los 4 kein Auftrag vergeben. Zu diesem Zweck wurde für die Erstellung des Bildungsberichtes erneut eine öffentliche Ausschreibung durch ein vereinfachtes Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung eingeleitet.

Eingegangen ist ein einziges Angebot des Anbieters „Institut Supérieur des Langues Vivantes der Universität Lüttich“. Dieses Angebot erfüllt sowohl die Zuschlagskriterien als auch die Qualitätskriterien.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Für die Erstellung des Bildungsberichts ergeben sich für den Haushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft Gesamtausgaben in Höhe von 13.150,00 € ohne MwSt. Die diesbezüglichen Mittel stehen im Haushalt OB 30 PR 12 ZW 12.11 für das Haushaltsjahr 2024 zur Verfügung.

Gemäß Artikel 44 §2, 4° des MwSt.-Gesetzbuches handelt es sich um eine Dienstleistung, die von der Mehrwertsteuer befreit ist.

TOP 10: Vertrag zwischen der Haute Ecole Libre Mosane (HELMo), der Autonomen Hochschule Ostbelgien (AHS) und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Kooperation der beiden Hochschulen zur Planung und Durchführung des Bachelorstudiengangs Soziale Arbeit an der AHS

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Vertrag zwischen der Haute Ecole Libre Mosane (HELMo), der Autonomen Hochschule Ostbelgien (AHS) und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Kooperation der beiden Hochschulen zur Planung und Durchführung des Bachelorstudiengangs Soziale Arbeit an der AHS.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Regierungsbeschluss vom 16. Mai 2019 wurde der damals vorgelegte Modellentwurf des Bachelorstudiengangs Soziale Arbeit gutgeheißen. Die Entwicklung des Bachelorstudiengangs sollte basierend auf diesem Entwurf und unter Berücksichtigung der Auflagen bezüglich des Erwerbs der nötigen Französischkenntnisse und den zu absolvierenden Praktika vorangetrieben werden.

Aufgrund der Corona-Pandemie ist das Projekt ins Stocken geraten und wurde erst im September 2021 wieder aufgenommen. Nun steht die Schaffung eines Bachelorstudiengangs Soziale Arbeit an der Autonomen Hochschule Ostbelgien kurz vor dem Abschluss. Im September 2024 werden bis zu 25 Studierende ihr Studium in Sozialer Arbeit an der AHS aufnehmen können. Durch das Dekret vom 26. Juni 2023 über Maßnahmen im Unterrichtswesen, in der Ausbildung, in der Erwachsenenbildung und zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung 2023 wurde das AHS-Dekret entsprechend abgeändert.

Um den oben genannten Anforderungen gerecht zu werden, wurde zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Autonomen Hochschule Ostbelgien und der Haute Ecole Libre Mosane eine enge Kooperation ausgehandelt. Verschiedene Kurse des dreijährigen Studiengangs sollen in französischer Sprache angeboten und von Dozierenden der HELMo erteilt werden.

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft fungiert als finanzieller Partner und übernimmt die unter Punkt 3 aufgeführten Kosten, die durch diese Kooperation mit der HELMo entstehen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Durch die Unterzeichnung des vorliegenden Vertrags verpflichtet sich die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Übernahme der folgenden Kosten: die finanzielle Entschädigung der von der HELMo abgestellten Dozierenden, die Fahrtkosten der von der HELMo abgestellten Dozierenden und die Koordinationskosten. Außerdem fallen Kosten für die Mobilität der Studierenden an, die sich aus den Einschreibengebühren der Studierenden für den Methodologiekurs und verschiedene Wahlkurse an der HELMo ergeben. Da die Studierenden als freie Studierende an der HELMo aufgenommen werden, erhält die HELMo keine Zuschüsse aus öffentlichen Mitteln. Die hier veranschlagten Kosten entsprechen also den tatsächlichen Kosten, die an der HELMo für die Aufnahme der Studierenden entstehen.

Zu erwartende Gesamtkosten für die von der HELMo abgestellten Dozierenden inkl. Fahrtkostenentschädigung:

- im akademischen Jahr 2024-2025: 22.172,60 €;
- im akademischen Jahr 2025-2026: 40.963,00 €;
- ab dem akademischen Jahr 2026-2027: jährlich 51.040,80 €.

Zu erwartende Gesamtkosten für die Mobilität der Studierenden:

- im akademischen Jahr 2025-2026: 474,37 € pro Studierendem für die Teilnahme am Methodologiekurs im zweiten Studienjahr;
- ab dem akademischen Jahr 2026-2027: 672,02 € pro Studierendem für den Methodologiekurs im zweiten Studienjahr und einen Wahlkurs im dritten Studienjahr.

Die Gesamtkosten belaufen sich somit auf schätzungsweise:

- circa 23.000 € für das akademische Jahr 2024-2025;
- circa 50.000 € für das akademische Jahr 2025-2026;
- circa 64.000 € ab dem akademischen Jahr 2026-2027 (rekurrente Kosten).

Gemäß Artikel 44 §2, 4° des MwSt.-Gesetzbuches handelt es sich um eine Dienstleistung, die von der Mehrwertsteuer befreit ist.

Die diesbezüglichen Mittel müssen in der Haushaltszuweisung OB 30 PR 13 ZW 12.11 ab dem Haushaltsjahr 2025 vorgesehen werden.



Mitteilung vom 14.05.2024

Lancement de MyGov.be ce 14 mai 2024

Quelques semaines après la publication, le 30 avril dernier, du règlement européen eIDAS 2.0, la Belgique se positionne parmi les premiers États membres de l'UE à mettre gratuitement à disposition de ses citoyens un European Digital Identity Wallet.

Des tests génétiques permettent de mieux adapter les traitements médicamenteux aux patients, mais comment optimiser leur utilisation en Belgique ?

Les tests pharmacogénétiques visent à déterminer comment l'ADN des patients peut influencer l'effet qu'aura, chez eux, un traitement pharmacologique donné. Grâce à cette information, il est possible d'affiner le choix du médicament ou de son dosage. À la demande de l'INAMI, le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) s'est penché sur l'utilisation de ces tests dans notre pays. Conclusion ? Actuellement, les conditions préalables à l'utilisation efficace de la pharmacogénétique ne sont pas suffisamment réunies, et il n'existe pas toujours de consensus quant à l'utilité clinique de certains tests. Une approche plus harmonisée et scientifiquement étayée de l'utilisation de ces tests nécessite notamment un déploiement plus important de l'expertise en pharmacologie clinique, pour conseiller les médecins et leurs patients, et pour élaborer des directives nationales quant à l'utilisation des tests pharmacogénétiques.

Mitteilung vom 13.05.2024

Bons d'État - Émission du 4 juin 2024 - Annonce

La prochaine émission des bons d'État aura lieu le 4 juin 2024.

L'Agence fédérale de la Dette proposera deux bons d'État aux investisseurs particuliers :

- Un bon d'État à 1 an (4 juin 2024-2025, ISIN BE3871296260)
- Un bon d'État à 8 ans (4 juin 2024-2032, ISIN BE3871297276)

Le coupon sera déterminé pour chaque bon d'État le mercredi 22 mai 2024.

Via les établissements placeurs, la période de souscription se déroulera du vendredi 24 mai 2024 au lundi 3 juin 2024 inclus.

Concernant le service des Grands-Livres, la période de souscription se déroulera du vendredi 24 mai 2024 au vendredi 31 mai 2024 inclus (réception des fonds au plus tard le 3 juin 2024).

Mitteilung vom 12.05.2024

Le ministre Van Peteghem dévoile une pièce commémorative consacrée à la lutte contre le cancer.

Le ministre des Finances, Vincent Van Peteghem, a présenté une pièce commémorative entièrement dédiée à la lutte contre le cancer lors du spectacle de clôture des

1000 km de 'Kom op tegen Kanker'. Cette pièce est un encouragement pour tous ceux qui luttent ou ont lutté contre cette terrible maladie, mais aussi un hommage et un remerciement aux nombreuses organisations et bénévoles qui mènent ce combat.

Mitteilung vom 10.05.2024

Présentation de la nouvelle pièce commémorative belge de 2 euros consacrée à la lutte contre le cancer

Le Commissaire des Monnaies et le Ministre des Finances ont le plaisir de vous inviter à la présentation de la nouvelle pièce commémorative belge de 2 euros consacrée à la lutte contre le cancer. Les bases de cette lutte ont été jetées il y a 100 ans, avec la fondation de la Ligue nationale belge contre le cancer.

Europa und regionale Zusammenarbeit



Belgische EU Ratspräsidentschaft

Rat „Bildung, Jugend, Kultur und Sport“ 13.-14. Mai 2024

Die für Bildung, Jugend, Kultur und Sport zuständigen Ministerinnen und Minister der EU-Mitgliedstaaten werden in Brüssel zusammenkommen, um eine Reihe von Themen zu erörtern.

Am Montag den 13. Mai werden den für **Jugend** zuständigen Ministerinnen und Ministern Schlussfolgerungen zu inklusiven Gesellschaften für junge Menschen, zur europäischen und internationalen politischen Agenda in Bezug auf Kinder, Jugendliche und Kinderrechte sowie zum Vermächtnis des Europäischen Jahres der Jugend 2022 zur Billigung vorliegen. Die Ergebnisse der EU-Jugendkonferenz in Gent und Maßnahmen im Anschluss daran werden Gegenstand einer Orientierungsaussprache sein.

Am Nachmittag dürften die für **Bildung** zuständigen Ministerinnen und Minister eine Empfehlung des Rates zum Thema „Lernmobilität für alle“ annehmen. Sie werden eine Orientierungsaussprache über künstliche Intelligenz in der allgemeinen und beruflichen Bildung führen und die Billigung von Schlussfolgerungen zur Förderung evidenzgestützter Politik und Praxis ins Auge fassen.

Am **Dienstag, den 14. Mai** wird es am Vormittag um **Kultur und Audiovisuelles** gehen. Die Ministerinnen und Minister dürften Schlussfolgerungen zur wachsenden Bedeutung von Influencerinnen und Influencern in der Medienlandschaft der EU sowie zur Stärkung der Kultur- und Kreativbranche durch datengestützte Publikumsentwicklung billigen. Sie werden eine Orientierungsaussprache über die Vorbereitung der Kultur- und Kreativwirtschaft auf das Zeitalter der künstlichen Intelligenz (KI) führen.

Später werden die für **Sport** zuständigen Ministerinnen und Minister voraussichtlich eine Entschliebung zum Arbeitsplan der Europäischen Union für den Sport sowie Schlussfolgerungen zum Beitrag selbst organisierten Sports zur Förderung einer aktiven und gesunden Lebensweise billigen. Sie werden eine Orientierungsaussprache über die Rolle von Freiwilligen im europäischen Sport führen.



Europäische Parlament

The European Parliament concluded the last plenary session of its 9th term on 25 April. The European elections are taking place 6 - 9 June.

Eurovision debate between Commission Presidency lead candidates

On 16 May, media are invited to Parliament to attend a draw organised by the European Broadcasting Union (EBU) to determine the position of the candidates on the stage for the Eurovision debate, taking place on 23 May. The first speaker on each topic and the order of the 'spotlight' interview will also be determined by the draw. The topics for the debate and an explanation of the rules will be announced on 16 May.

The Eurovision debate is organised by the EBU in Parliament's plenary chamber in Brussels.

President's diary. On Monday, EP President Roberta Metsola will give the keynote speech at the unveiling of special aircraft livery at Brussels National Airport. As of the end of April, four planes from Austrian Airlines, Brussels Airlines, Euro-wings, and Lufthansa are emblazoned with the slogan "Yes to Europe".

Belgisches Staatsblatt



N. 70 vom 29. März 2024 (*Nachtrag* - s. Anlage)

Service public fédéral Intérieur
22 MARS 2024. – **Avis Vote électronique avec preuve papier Composition du collège d'experts**, p. [39034](#).

N. 98 vom 08. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. APRIL 2024 — **Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 7. Februar 2024 zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 19. März 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Kompetenzen der Gemeinschaften und des Föderalstaates in Sachen Tax-Shelter-Regelung für audiovisuelle Werke und Bühnenerwerke und über den Informationsaustausch**, S. [51868](#).

N. 100 vom 10. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. APRIL 2024 — **Dekret zur Zustimmung zu dem Protokoll zur Änderung des am 26. April 1993 in Brüssel unterzeichneten Abkommens und Protokolls zwischen der Regierung des Königreichs Belgien und der Regierung der Republik Indien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen, geschehen zu Neu Delhi am 9. März 2017**, S. [61946](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. APRIL 2024 — **Dekret zur Zustimmung zu dem Abkommen zwischen der Regierung des Staates Katar und der Regierung des Königreichs Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen, geschehen zu Doha am 6. November 2007, und zu dem Protokoll zur Änderung des am 6. November 2007 in Doha unterzeichneten Abkommens zwischen der Regierung des Staates Katar und der Regierung des Königreichs Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuervermeidung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen, geschehen zu Doha am 22. März 2015**, S. [61948](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. APRIL 2024 — **Dekret zur Zustimmung zu dem Protokoll zur Änderung des am 23. Mai 2007 in Brüssel unterzeichneten Abkommens zwischen dem Königreich Belgien und der Demokratischen Republik Kongo zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung und der Steuerflucht auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen, geschehen zu Kinshasa am 16. Juli 2010**, S. [61949](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. APRIL 2024 — **Dekret zur Zustimmung zum Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg über die Erwerbstätigkeit von bestimmten Familienmitgliedern des Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Posten, geschehen zu Brüssel am 17. November 2021**, S. [61951](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
21. DEZEMBER 2023 — **Erlass der Regierung zur Einrichtung des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben**", S. [61952](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
25. JANUAR 2024 — **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2021 zur Bestellung der Mitglieder des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [61985](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
14. MÄRZ 2024 — **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2021 zur Bestellung der Mitglieder des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [61986](#).

N. 101 vom 13. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
21. DEZEMBER 2023 — **Erlass der Regierung zur Einrichtung des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft"**, S. [62169](#).

Öffentlicher Dienst der Wallonie
19. APRIL 2024 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Festlegung der Anzahl der pro Provinz zu wählenden Provinzialräte auf der Grundlage der am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen**, S. [62186](#).

N. 102 vom 14. Mai 2024 (s. Anlage)

Service public fédéral Intérieur
Elections simultanées pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté du

9 juin 2024. — Communiqué du 2 mai 2024 prescrit par l'article 107 du Code électoral, l'article 16 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, l'article 9 du Livre 1er de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure de l'Etat fédéral, l'article 7bis de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand et l'article 9 de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone,
p. [62551](#).

39034

BELGISCH STAATSBLED — 29.03.2024 — MONITEUR BELGE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2024/003082]

22 MAART 2024. – Bericht
Elektronische stemming met papieren bewijsstuk
Samenstelling van het college van deskundigen

A. Permanent college

Op grond van artikel 24 van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk, zijn de deskundigen, waarvan de namen volgen, aangewezen voor een duurtijd van vijf jaar om het permanent College te vormen:

1. Deskundigen aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers :

- effectief : de heer Bruno DE NYS, de heer Jérôme DOSSOGNE en de heer Joris VAN DEN BOSSCHE;
- plaatsvervangend : De heer Bruno PENNE, de heer Pol BADOUX en de heer Thomas VILLA.

2. Deskundigen aangewezen door het Vlaams Parlement :

- effectief : de heer Bart MARTENS ;
- plaatsvervangend : de heer Romain VOES.

3. Deskundigen aangewezen door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement :

- effectief : de heer Emmanuel WILLEMS;
- plaatsvervangend : de heer Andreas SWANNET.

4. Deskundigen aangewezen door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap :

- effectief : de heer Daniel BRANDT;
- plaatsvervangend : Mevrouw Susi SARLETTE-OSTLENDER.

Deze experten vormen het permanent College van deskundigen.

Het Waals Parlement heeft geen deskundigen aangewezen voor dit permanent College.

Overeenkomstig artikel 24, § 2, derde lid van voornoemde wet van 7 februari 2014 wijzen de effectieve deskundigen in hun midden een voorzitter en een secretaris aan.

B. Niet- permanent College

Op grond van artikel 24, § 3 van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk, zijn de deskundigen, waarvan de namen volgen, aangewezen om het niet-permanent College te vormen ter gelegenheid van de gelijktijdige verkiezingen van 9 juni 2024 voor het Europees Parlement, de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlementen

1. Deskundigen aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers :

- Mevrouw Sophie JONCKHEERE en de heer Jean-Marc PAUL.

3. Deskundigen aangewezen door het Waals Parlement :

- de heer Christophe DE SCHRYVER en de heer Alexandre DUBOIS.

4. Deskundigen aangewezen door het Vlaams Parlement :

- de heer Steven ES en de heer Romeo MARYNS.

5. Deskundigen aangewezen door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement :

- Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft nog geen deskundigen aangewezen.

6. Deskundigen aangewezen door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap :

- de heer Andreas SCHENK en de heer Marlon STICKELMANN

Deze experten vormen het niet-permanent College van deskundigen. Het niet-permanent College oefent zijn controlebevoegdheid uit

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2024/003082]

22 MARS 2024. – Avis
Vote électronique avec preuve papier
Composition du collège d'experts

A. Collège permanent

En application de l'article 24, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier, les experts dont les noms suivent, sont désignés pour une durée de 5 ans afin de composer le Collège permanent :

1. Experts désignés par la Chambre des représentants :

- effectifs : Monsieur Bruno DE NYS, Monsieur Jérôme DOSSOGNE et monsieur Joris VAN DEN BOSSCHE;
- suppléants : Monsieur Bruno PENNE, Monsieur Pol BADOUX et Monsieur Thomas VILLA.

2. Experts désignés par le Parlement flamand :

- effectif : Monsieur Bart MARTENS ;
- suppléant : Monsieur Romain VOES.

3. Experts désignés par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- effectif : Monsieur Emmanuel WILLEMS ;
- suppléant : Monsieur Andreas SWANNET.

4. Experts désignés par le Parlement de la Communauté germanophone :

- effectif : Monsieur Daniel BRANDT ;
- suppléant : Madame Susi SARLETTE-OSTLENDER.

Ces experts forment le Collège d'experts permanent.

Le Parlement wallon n'a pas désigné d'experts pour ce Collège permanent.

Conformément à l'article 24, § 2, alinéa 3 de la loi du 7 février 2014 sus-visée, les experts effectifs désignent en leur sein un président et un secrétaire.

B. Collège non permanent

En application de l'article 24, § 3, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier, les experts dont les noms suivent, sont désignés afin de composer le Collège non permanent à l'occasion des élections simultanées du 9 juin 2024 pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de la région et de communauté :

1. Experts désignés par la Chambre des représentants :

- Madame Sophie JONCKHEERE et monsieur Jean-Marc PAUL.

2. Experts désignés par le Parlement wallon :

- Monsieur Christophe DE SCHRYVER et Monsieur Alexandre DUBOIS.

3. Experts désignés par le Parlement flamand :

- Monsieur Steven ES et monsieur Romeo MARYNS.

4. Experts désignés par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas encore désigné d'experts.

5. Experts désignés par le Parlement de la Communauté germanophone :

- Monsieur Andreas SCHENK et Monsieur Marlon STICKELMANN.

Ces experts forment le Collège d'experts non permanent.

Le pouvoir de contrôle du Collège non permanent s'exerce à partir

vanaf de 40^e dag voor de verkiezingen, tot de overhandiging van zijn verslag aan de Minister van Binnenlandse Zaken en aan de federale en regionale Parlementen. Dit verslag dient uiterlijk tegen de 15de dag na de stemming ingediend te zijn.

Het permanent College en het niet-permanent College van Deskundigen vormen samen het College van Deskundigen voor de gelijktijdige verkiezingen van 9 juni 2024 voor het Europees Parlement, de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlementen.

C. Opdrachten

In de uitvoering van hun opdracht, mogen de deskundigen met name :

- toezien op de voorbereiding, het gebruik en de goede werking van alle elektronische stelsystemen, registratiesystemen, ontsleutelingssystemen en totaliseringssystemen, alsook de procedures betreffende de aanmaak, de verspreiding en het gebruik van de apparatuur, programmatuur en de elektronische gegevensdragers. Het College van Deskundigen controleert eveneens de voorbereiding, het gebruik en de goede werking van de hardware, software en procedures voor de digitale transmissie en het digitaal verspreiden van de resultaten, alsook alle software die gebruikt wordt in het kader van de verkiezingen, zelfs als er op traditionele wijze gestemd wordt.

- in de stembureaus – tijdens de verkiezing- stemmen uitbrengen die gescand noch geteld worden, de betrouwbaarheid van de software van de stemcomputers, de juiste transcriptie van de uitgebrachte stem op de stembiljetten, de juiste transcriptie, door het lezen van de barcode op elk stembiljet, van de uitgebrachte stemmen op de geheugendrager van het stembureau, de juiste opslag van de geheugendrager die komt van het stembureau op de geheugendrager die bestemd is voor de stemmen en de totalisatie van de uitgebrachte stemmen controleren. Ze kunnen eveneens de betrouwbaarheid van de software voor het digitaal doorsturen van de verkiezingsuitslagen controleren.

Overeenkomstig het artikel 109 van het Kieswetboek worden de deskundigen in de stembureaus toegelaten op de dag van de stemming, mits voorlegging van hun legitimatiekaart afgeleverd door de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

De voorzitters van de stembureaus en de voorzitters van de kantonhoofdbureaus worden verzocht hun volledige medewerking aan de deskundigen te verlenen.

Brussel, 22 maart 2024.

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische vernieuwing,
A. VERLINDEN

du 40^{ème} jour avant les élections jusqu'au dépôt du rapport au Ministre de l'Intérieur et au Parlement fédéral et aux Parlements régionaux, lequel doit intervenir au plus tard le 15^{ème} jour après le scrutin.

Le Collège permanent et le Collège non permanent d'Experts forment ensemble le Collège d'Experts pour les élections simultanées du 9 juin 2024 pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de région et de communauté.

C. Missions

Dans l'exercice de leur mission, les experts peuvent notamment :

- contrôler la préparation, l'utilisation et le bon fonctionnement de l'ensemble de systèmes de vote, de décryptage, d'enregistrement et de totalisation électroniques ainsi que les procédures concernant la confection, la distribution et l'utilisation des appareils, des logiciels et des supports d'information électroniques. Le Collège d'Experts contrôle également la préparation, l'utilisation et le bon fonctionnement des matériels, logiciels et procédures de transmission et de diffusion digitale des résultats, ainsi que tout logiciel utilisé dans le cadre des élections même lorsque le vote se déroule selon d'autres modalités que celles prévues par la présente loi.

- émettre dans les bureaux de vote — durant l'élection — des votes qui ne sont ni scannés ni comptabilisés, vérifier la fiabilité des logiciels des systèmes de vote, la transcription exacte des votes émis sur les bulletins de vote, la transcription exacte, par la lecture du code-barres présent sur chaque bulletin de vote, des suffrages exprimés sur le support de mémoire du bureau de vote, l'enregistrement exact du support de mémoire provenant du bureau de vote sur le support de mémoire destiné à la totalisation des votes et la totalisation des suffrages exprimés. Ils peuvent également vérifier la fiabilité des logiciels de transmission digitale des résultats électoraux.

Conformément à l'article 109 du Code électoral, les experts sont admis dans les bureaux de vote le jour du scrutin sur présentation au président du bureau de vote de leur carte de légitimation délivrée par le Service Public Fédéral Intérieur.

Les présidents des bureaux de vote et présidents des bureaux principaux de canton sont invités à prêter leur collaboration aux experts.

Bruxelles, le 22 mars 2024.

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

51868

BELGISCH STAATSBLAD — 08.05.2024 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202522]

22. APRIL 2024 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 7. Februar 2024 zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 19. März 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Kompetenzen der Gemeinschaften und des Föderalstaates in Sachen Tax-Shelter-Regelung für audiovisuelle Werke und Bühnenwerke und über den Informationsaustausch (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Numerierte Dokumente: 357 (2023-2024) Nr. 1 Dekretentwurf

357 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 22. April 2024 - Nr. 72 Diskussion und Abstimmung

61946

BELGISCH STAATSBLAD — 10.05.2024 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202521]

22. APRIL 2024 — Dekret zur Zustimmung zu dem Protokoll zur Änderung des am 26. April 1993 in Brüssel unterzeichneten Abkommens und Protokolls zwischen der Regierung des Königreichs Belgien und der Regierung der Republik Indien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen, geschehen zu Neu Delhi am 9. März 2017 (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Numerierte Dokumente: 335 (2023-2024) Nr. 1 Dekretentwurf

335 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 22. April 2024 - Nr. 72 Diskussion und Abstimmung

61948

BELGISCH STAATSBLAD — 10.05.2024 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202517]

22. APRIL 2024 — Dekret zur Zustimmung zu dem Abkommen zwischen der Regierung des Staates Katar und der Regierung des Königreichs Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuervermeidung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen, geschehen zu Doha am 6. November 2007, und zu dem Protokoll zur Änderung des am 6. November 2007 in Doha unterzeichneten Abkommens zwischen der Regierung des Staates Katar und der Regierung des Königreichs Belgien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuervermeidung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen, geschehen zu Doha am 22. März 2015 (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024
Nummerierte Dokumente: 352 (2023-2024) Nr. 1 Dekretentwurf
352 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text
Ausführlicher Bericht: 22. April 2024 - Nr. 72 Diskussion und Abstimmung

BELGISCH STAATSBLAD — 10.05.2024 — MONITEUR BELGE

61949

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202518]

22. APRIL 2024 — Dekret zur Zustimmung zu dem Protokoll zur Änderung des am 23. Mai 2007 in Brüssel unterzeichneten Abkommens zwischen dem Königreich Belgien und der Demokratischen Republik Kongo zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung und der Steuerflucht auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen, geschehen zu Kinshasa am 16. Juli 2010 (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024
Nummerierte Dokumente: 351 (2023-2024) Nr. 1 Dekretentwurf
351 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text
Ausführlicher Bericht: 22. April 2024 - Nr. 72 Diskussion und Abstimmung

BELGISCH STAATSBLAD — 10.05.2024 — MONITEUR BELGE

61951

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202519]

22. APRIL 2024 — Dekret zur Zustimmung zum Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg über die Erwerbstätigkeit von bestimmten Familienmitgliedern des Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Posten, geschehen zu Brüssel am 17. November 2021 (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024
Nummerierte Dokumente: 338 (2023-2024) Nr. 1 Dekretentwurf
338 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text
Ausführlicher Bericht: 22. April 2024 - Nr. 72 Diskussion und Abstimmung

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202259]

21. DEZEMBER 2023 — Erlass der Regierung zur Einrichtung des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 1, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54 Absatz 1, abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juni 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. November 2023;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. September 1993 zur Einrichtung und Regelung eines Systems der Ausbildung im Betrieb zur Vorbereitung der Integration von Personen mit einer Behinderung in den Arbeitsprozess;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 26. April 1994 zur Förderung der Beschäftigung von Personen mit einer Behinderung auf dem freien Arbeitsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 28. November 1995 über Praktika zur beruflichen Rehabilitation von Personen mit Behinderung;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 22. März 1996 zur Ausführung von Artikel 19 des Dekretes vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 3. Januar 1997 über die Einrichtung von Ausbildungsabteilungen in den Beschützenden Werkstätten;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 3. Juni 1999 über die Überprüfung bestimmter Hilfe und Anpassungsmaßnahmen für Personen mit einer Behinderung;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 13. Juli 2006 über die Aufnahme von Personen mit Behinderung in Wohnressourcen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der Bestimmungen zur behinderten-gerechten Gestaltung von bezuschussten Infrastrukturen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 17. Dezember 2009 zur Festlegung der Eigenbeteiligung in den Einrichtungen und Diensten der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 11. September 2014 zur Bestellung von Frau Resi Stoffels als Kommissarin der Regierung bei der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. Dezember 2015 zur Schaffung eines beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 20. Juni 2017 über die Mobilitätshilfen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Dienstleisterkonferenzen der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 28. September 2018 zur Ausführung des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. August 2019 zur Bestellung des Delegierten des Haushaltsministers bei der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 12. Dezember 2019 über die zwischen der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben und den Dienstleistern abgeschlossenen Leistungsvereinbarungen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 27. August 2020 über die Verwendung des BelRAI Screeners bei der Zuweisung von Unterstützungskategorien;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Anerkennung von Dienstleistern durch die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 2. März 2023 zur Einrichtung des Dienstes "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben";

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 19. Februar 1965 zur Festlegung der Grenzen und Bedingungen, unter denen eine in Artikel 56 § 1 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten erwähnte Schulausbildung einer in § 2 desselben Artikels erwähnten beruflichen Ausbildung, Rehabilitation oder Umschulung gleichgestellt werden kann;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 17. März 1965 zur Festsetzung der Bewilligungskriterien des Nationalfonds für die Soziale Wiedereingliederung der Behinderten für die Beteiligung an den Kosten einer Arbeitsplatzanpassung;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 27. Dezember 1967 zur Festlegung der Kriterien für die Gewährung von Beteiligungen der Sozialhilfe im Bereich der sozialen Wiedereingliederung der Behinderten;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 1970 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsrats der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben vom 31. März 2023;

Aufgrund des Protokolls Nr. S4/2023 des Sektorenausschusses XIX der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 12. Mai 2023;

Aufgrund des Gutachtens des Pensionsministers vom 24. Mai 2023;
 Aufgrund des Gutachtens der Datenschutzbehörde Nr. 65/2023 vom 24. März 2023;
 Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 14. Dezember 2023;
 Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 21. Dezember 2023;
 Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;
 Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass zum 1. Januar 2024 das Dekret vom 13. November 2023 zur Einrichtung eines Dienstes mit getrennter Geschäftsführung "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" und zur Auflösung der entsprechenden Einrichtung öffentlichen Interesses in Kraft tritt; dass mit der Umwandlung der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben in einen Dienst mit getrennter Geschäftsführung die Bestimmungen des Erlasses der Regierung vom 2. März 2023 zur Einrichtung des Dienstes "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" sowie weitere Bestimmungen im Bereich des selbstbestimmten Lebens derart angepasst werden müssen, dass sie den Rahmen für ein reibungsloses Funktionieren des Dienstes gewährleisten; dass diese Anpassung im Hinblick auf die Rechtssicherheit und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes ebenfalls zum 1. Januar 2024 greifen müssen, sodass die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses keinen Aufschub mehr duldet;

In Erwägung des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 25. April 2023;

In Erwägung des Dekrets vom 13. November 2023 zur Einrichtung eines Dienstes mit getrennter Geschäftsführung "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" und zur Auflösung der entsprechenden Einrichtung öffentlichen Interesses;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für das Personal;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Einrichtung des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung

Artikel 1 - Die Überschrift des Erlasses der Regierung vom 2. März 2023 zur Einrichtung des Dienstes "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" wird wie folgt ersetzt:

"Erlass der Regierung zur Organisation des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben""

Art. 2 - In Artikel 1 desselben Erlasses wird folgender Absatz 2 eingefügt:

"Die Dienststelle entspricht einem Dienst mit getrennter Geschäftsführung im Sinne von Artikel 74 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft."

Art. 3 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

"Art. 2 - Die Dienststelle ist zuständig für die Anwendung der gesetzlichen, dekretalen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen im Bereich des selbstbestimmten Lebens, insbesondere im Sinne des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens.

Die Dienststelle gibt eine Stellungnahme zu den in Artikel 19 und 21 des Dekrets vom 18. März 2002 zur Infrastruktur vorgesehenen Anträgen ab, die ein zum Bereich selbstbestimmtes Leben gehörendes Infrastrukturvorhaben betreffen.

Die Dienststelle gibt eine Stellungnahme zu den gemäß Artikel 21 § 1 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen von der Regierung erlassenen Bestimmungen über die Zugänglichkeit von Diensten für Personen mit Unterstützungsbedarf ab.

Die Dienststelle nimmt das Sekretariat des Verwaltungsausschusses, des beratenden Fachgremiums für den Bereich selbstbestimmtes Leben sowie der eingesetzten Dienstleisterkonferenzen wahr."

Art. 4 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

"Art. 3 - § 1 - Die allgemeine Leitung, die Verwaltung und die Vertretung der Dienststelle werden durch einen von der Regierung bestimmten Direktor wahrgenommen.

Vorbehaltlich der anwendbaren dienstrechtlichen Bestimmungen ist der Direktor befugt, über die interne Organisation der Dienststelle zu entscheiden und den Bediensteten der Dienststelle sämtliche Anweisungen zu erteilen, die das gute Funktionieren des Dienstes sicherstellen.

Der Direktor gibt den im Bereich des selbstbestimmten Lebens tätigen Gremien alle Auskünfte und unterbreitet ihnen alle Vorschläge, die für Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens nützlich sind.

Der Direktor gilt von Amtes wegen als Vertreter des von der Regierung bestimmten Dienstes im Verwaltungsausschuss für den Bereich selbstbestimmtes Leben im Sinne von Artikel 20 Absatz 2 Nummer 2 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens.

Der Direktor ist befugt:

1. Anfragen gemäß Artikel 29 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens an das beratende Fachgremium für den Bereich selbstbestimmtes Leben zu richten;

2. Anfragen gemäß Artikel 2 des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Dienstleisterkonferenzen im Bereich des selbstbestimmten Lebens an die Dienstleisterkonferenzen im Bereich des selbstbestimmten Lebens zu richten;

3. Anfragen gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 21. November 2022 zur Schaffung eines Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung an den Beirat für Menschen mit Beeinträchtigung zu richten.

Der Direktor erstellt den in Artikel 84.1 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft genannten Jahresbericht und fügt diesem einen Aktionsplan bei.

§ 2 - Neben der Mitarbeiterführung verwaltet der Direktor unter der Sachverantwortung des jeweils zuständigen Ministers und im Rahmen der ihm durch die Regierung erteilten Vollmachten die Kernprozesse und Unterstützungsprozesse der Dienststelle.

Die in Absatz 1 aufgeführten Kernprozesse umfassen insbesondere folgende Befugnisse:

1. die Anerkennung und Bezuschussung von Dienstleistern;
2. die Verwaltungs- und Fachaufsicht über die Dienstleister;
3. die fachbezogene Konzeptarbeit;
4. die strategische Gesamtausrichtung des Dienstes;
5. die Weiterentwicklung der Regelsetzung;
6. die Auftragsvergabe für Lieferungen und Dienstleistungen;
7. die Organisation und Aufsicht der eigenen Dienstleistungen;
8. das Beschwerdemanagement.

Die in Absatz 1 aufgeführten Unterstützungsprozesse umfassen in Zusammenarbeit mit den zuständigen Fachbereichen des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder durch die Schaffung gemeinsamer Dienste insbesondere folgende Befugnisse:

1. die Haushalts- und Finanzbuchhaltung;
2. die Kommunikationsdienstleistungen;
3. die Personaldienstleistungen;
4. die Infrastrukturdienstleistungen;
5. die Dienstleistungen der Außenbeziehungen;
6. die juristischen Dienstleistungen;
7. die Dienstleistungen im Bereich Statistik und Audit;
8. die Gebäude- und Hausverwaltung.“

KAPITEL 2 — *Verschiedene Abänderungsbestimmungen*

Art. 5 - In Artikel 9 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten wird die Wortfolge "sur proposition du conseil de gestion du Fonds national" durch die Wortfolge "nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben, hiernach "Verwaltungsausschuss" genannt" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 25 Absatz 2 desselben Königlichen Erlasses wird die Wortfolge "après avis du conseil de gestion" gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 26 Absatz 1 desselben Königlichen Erlasses wird die Wortfolge "désigné par le conseil de gestion" gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 29 desselben Königlichen Erlasses wird die Wortfolge "Le conseil de gestion" durch die Wortfolge "Der für Soziales zuständige Minister" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 37 desselben Königlichen Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 3 wird wie folgt ersetzt:

"Der für Soziales zuständige Minister entscheidet über die Anträge nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses."

2. In Absatz 4 wird die Wortfolge "conseil de gestion" durch die Wortfolge "Verwaltungsausschuss" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 42 Absatz 2 desselben Königlichen Erlasses wird die Wortfolge "après avis du conseil de gestion du Fonds national" durch die Wortfolge "nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt.

Art. 11 - Artikel 43 desselben Königlichen Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge "après décision du conseil de gestion" gestrichen.
2. In Absatz 2 wird die Wortfolge "après avis du conseil de gestion du Fonds national" durch die Wortfolge "nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 44 desselben Königlichen Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge "après décision du conseil de gestion" gestrichen.
2. In Absatz 4 wird die Wortfolge "Après avis du conseil de gestion du Fonds national" durch die Wortfolge "Nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 56 § 2 Nummer 1 Absatz 2 desselben Königlichen Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Exekutive vom 18. Oktober 1990, wird die Wortfolge "vom Verwaltungsrat des Nationalfonds in den Grenzen und unter den Bedingungen beschlossen, die vom Gemeinschaftsminister, der für Behindertenpolitik zuständig ist, festgelegt werden" durch die Wortfolge "vom für Soziales zuständigen Minister in den Grenzen und unter den Bedingungen, die er festlegt, beschlossen" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 76 Absatz 2 desselben Königlichen Erlasses wird die Wortfolge "que dans des cas particuliers déterminés par le conseil de gestion, dans les limites et conditions fixées par le ministre ayant l'emploi dans ses attributions" durch die Wortfolge "nur in den einzelnen Fällen vom für Soziales zuständigen Minister in den Grenzen und unter den Bedingungen, die er festlegt, beschlossen" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 78 § 2 Absatz 1 desselben Königlichen Erlasses wird die Wortfolge "par le conseil de gestion" durch die Wortfolge "durch den für Soziales zuständigen Minister" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 79 Absatz 2 desselben Königlichen Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 16. September 1966, werden die Wortfolgen "conseil de gestion du" und die Wortfolge "du conseil de gestion" gestrichen.

Art. 17 - In Artikel 85 Absatz 2 desselben Königlichen Erlasses wird die Wortfolge "après avis du conseil de gestion du Fonds national" durch die Wortfolge "nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 95 Absatz 2 desselben Königlichen Erlasses wird die Wortfolge ", sont prises par le conseil de gestion; elles" gestrichen.

Art. 19 - Artikel 96 desselben Königlichen Erlasses wird aufgehoben.

Art. 20 - Kapitel XIII desselben Königlichen Erlasses, das die Artikel 125 und 126 umfasst, wird aufgehoben.

Art. 21 - In Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 19. Februar 1965 zur Festlegung der Grenzen und Bedingungen, unter denen eine in Artikel 56 § 1 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten erwähnte Schulausbildung einer in § 2 desselben Artikels erwähnten beruflichen Ausbildung, Rehabilitation oder Umschulung gleichgestellt werden kann, wird die Wortfolge "par le conseil de gestion du Fonds national de reclassement social des handicapés" durch die Wortfolge "den für Soziales zuständigen Minister" ersetzt.

Art. 22 - Artikel 4 des Ministeriellen Erlasses vom 17. März 1965 zur Festsetzung der Bewilligungskriterien des Nationalfonds für die Soziale Wiedereingliederung der Behinderten für die Beteiligung an den Kosten einer Arbeitsplatzanpassung, ersetzt durch den Erlass der Exekutive vom 30. Oktober 1992, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge "vom Verwaltungsrat der Dienststelle für Personen mit Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge" durch die Wortfolge "durch den für Soziales zuständigen Minister" ersetzt.

2. In Absatz 2 wird die Wortfolge "Dienststelle für Personen mit Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge" durch die Wortfolge "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" ersetzt.

Art. 23 - Artikel 6 Absatz 2 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 24 - In Artikel 7 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "le conseil de gestion" durch die Wortfolge "der für Soziales zuständige Minister" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 16 § 2 Absatz 3 des Ministeriellen Erlasses vom 27. Dezember 1967 zur Festlegung der Kriterien für die Gewährung von Beteiligungen der Sozialhilfe im Bereich der sozialen Wiedereingliederung der Behinderten, eingefügt durch den Erlass der Exekutive vom 18. Oktober 1990, wird die Wortfolge "vom Verwaltungsrat des Nationalfonds" durch die Wortfolge "durch den für Soziales zuständigen Minister nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben" ersetzt.

Art. 26 - Artikel 16 § 2 Absatz 4 des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 1970 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 18. November 1996 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Oktober 2019, wird die Wortfolge "durch den Verwaltungsrat der Dienststelle" durch die Wortfolge "durch den für Soziales zuständigen Minister" ersetzt.

Art. 27 - In Artikel 2 § 1 Absatz 1 des Erlasses der Regierung vom 10. September 1993 zur Einrichtung und Regelung eines Systems der Ausbildung im Betrieb zur Vorbereitung der Integration von Personen mit einer Behinderung in den Arbeitsprozess, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 2. September 2016, wird die Wortfolge "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" durch die Wortfolge "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" ersetzt.

Art. 28 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 26. April 1994 zur Förderung der Beschäftigung von Personen mit einer Behinderung auf dem freien Arbeitsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 2. September 2016, wird wie folgt abgeändert:

1. in Nummer 1 wird die Wortfolge "mit Behinderung, die bei der Dienststelle eingetragen ist und deren Hilfs- und Betreuungsprogramm zur sozialen und beruflichen Integration, das gemäß Artikel 21 des Dekretes vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung" durch die Wortfolge "mit Beeinträchtigung, für die gemäß Artikel 7 Nummer 3 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens ein Unterstützungsplan" ersetzt und die Wortfolge "eines Hilfs- und Betreuungsprogramms" durch die Wortfolge "eines Unterstützungsplans" ersetzt;

2. in Nummer 4 wird die Wortfolge "die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung" durch die Wortfolge "die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" ersetzt.

Art. 29 - Artikel 2 Nummer 1 des Erlasses der Regierung vom 28. November 1995 über Praktika zur beruflichen Rehabilitation von Personen mit Behinderung, ersetzt durch den Erlass vom 14. September 2010, wird wie folgt ersetzt:

"1. bei der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben, nachstehend "Dienststelle" genannt, gemäß Artikel 7 Nummer 3 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens über einen Unterstützungsplan verfügen;"

Art. 30 - In Artikel 3 Absatz 5 desselben Erlasses der Regierung wird die Wortfolge "der Einrichtungen bzw. Dienste übernommen, die von der Dienststelle gemäß Art. 30 des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge anerkannt sind" durch die Wortfolge "der Dienstleister übernommen, die von der Dienststelle gemäß Artikel 12 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens anerkannt sind" ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 3. Januar 1997 über die Einrichtung von Ausbildungsabteilungen in den Beschützenden Werkstätten, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 8. Mai 2018, wird die Wortfolge "sowie für die besondere soziale Fürsorge" gestrichen.

Art. 32 - In Artikel 4 Absatz 2 Nummer 1 desselben Erlasses wird das Wort "Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "Minister nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 2 Absatz 1 des Erlasses der Regierung vom 3. Juni 1999 über die Überprüfung bestimmter Hilfe und Anpassungsmaßnahmen für Personen mit einer Behinderung wird die Wortfolge "Dienststelle für Personen mit einer Behinderung" durch die Wortfolge "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 4 § 2 Nummer 7 des Erlasses der Regierung vom 13. Juli 2006 über die Aufnahme von Personen mit Behinderung in Wohnressourcen wird die Wortfolge "Artikel 5, § 2 des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 1996 zur Festlegung der Eigenbeteiligung in den Einrichtungen und Diensten der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" durch die Wortfolge "Artikel 6 § 5 des Erlasses der Regierung vom 17. Dezember 2009 zur Festlegung der Eigenbeteiligung in den Einrichtungen und Diensten der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 12 § 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 5 des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 1996 zur Festlegung der Eigenbeteiligung in den Einrichtungen und Diensten der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" durch die Wortfolge "Artikel 12 des Erlasses der Regierung vom 17. Dezember 2009 zur Festlegung der Eigenbeteiligung in den Einrichtungen und Diensten der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" ersetzt.

Art. 36 - Artikel 2 Nummer 2 des Erlasses der Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der Bestimmungen zur behindertengerechten Gestaltung von bezuschussten Infrastrukturen wird wie folgt ersetzt:

"2. Dienststelle: Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben;"

Art. 37 - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in § 1 Absatz 2 Nummer 2 wird das Wort "DPB" durch das Wort "Dienststelle" ersetzt;

2. in § 2 Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 21. Mai 2015, wird die Wortfolge "Der Verwaltungsrat der DPB schlägt den Vertreter der DPB" durch die Wortfolge "Der für Soziales zuständige Minister schlägt den Vertreter der Dienststelle" und die Wortfolge "Das "Kleine Forum - Plattform aller Vereinigungen, Verbände und Selbsthilfegruppen von und für Menschen mit Behinderung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens"" durch die Wortfolge "Der Beirat für Menschen mit Beeinträchtigung" ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 2 § 1 Absatz 3 des Erlasses der Regierung vom 17. Dezember 2009 zur Festlegung der Eigenbeteiligung in den Einrichtungen und Diensten der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 11. Februar 2021, wird die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" durch die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens" ersetzt.

Art. 39 - In Artikel 2 Nummer 5 des Erlasses der Regierung vom 20. Juni 2017 über die Mobilitätshilfen wird die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" durch die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 8 § 5 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Verwaltungsrat der Dienststelle" durch das Wort "Minister" ersetzt.

Art. 41 - Artikel 34 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Absatz 1 wird die Wortfolge "Verwaltungsrat der Dienststelle" durch das Wort "Minister" ersetzt;

2. in Absatz 2 wird die Wortfolge "Verwaltungsrat der Dienststelle entscheidet" durch die Wortfolge "Minister entscheidet nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben" ersetzt.

Art. 42 - In Artikel 36 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 27. Mai 2021, wird die Wortfolge "Verwaltungsrat der Dienststelle" durch das Wort "Minister" ersetzt.

Art. 43 - In Artikel 39 desselben Erlasses wird die Wortfolge "vom Verwaltungsrat der Dienststelle festgelegten und" gestrichen.

Art. 44 - Die Überschrift des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Dienstleisterkonferenzen der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben wird wie folgt ersetzt:

"Erlass der Regierung über die Dienstleisterkonferenzen im Bereich des selbstbestimmten Lebens"

Art. 45 - Artikel 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Nummer 1 wird die Wortfolge "Dekret vom 13. Dezember 2016 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" durch die Wortfolge "Dekret vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens" ersetzt;

2. Nummer 6 wird aufgehoben.

Art. 46 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Nummer 1 wird die Wortfolge "in Zusammenhang mit den Zuständigkeitsbereichen der Dienststelle" durch die Wortfolge "im Bereich des selbstbestimmten Lebens" ersetzt;

2. in Nummer 2 wird die Wortfolge "des Verwaltungsrates" durch die Wortfolge "der Dienststelle" ersetzt;

3. in Nummer 3 wird die Wortfolge "des Verwaltungsrates" durch die Wortfolge "der Dienststelle" ersetzt.

Art. 47 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in § 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "der Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "die Dienststelle" ersetzt;

2. in § 2 Absatz 3 wird die Wortfolge "Der Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "Die Regierung" ersetzt;

3. § 5 wird aufgehoben.

Art. 48 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:

"Die Beschlüsse der Dienstleisterkonferenzen werden mit absoluter Stimmenmehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Der Vorsitzende ist stimmberechtigt. Bei Stimmgleichheit ist seine Stimme ausschlaggebend."

2. der einleitende Teil von Absatz 3 wird wie folgt ersetzt:

"Die Dienstleisterkonferenzen geben sich eine von der Regierung zu genehmigende Geschäftsordnung. Die Geschäftsordnung regelt insbesondere: "

Art. 49 - In Artikel 5 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Die Dienststelle" durch die Wortfolge "Die Regierung" ersetzt.

Art. 50 - In Artikel 10 Nummer 8 des Erlasses der Regierung vom 28. September 2018 zur Ausführung des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung wird die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 zur Schaffung einer Dienststelle für selbstbestimmtes Leben" durch die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens" ersetzt.

Art. 51 - In Artikel 1 Nummer 2 des Erlasses der Regierung vom 12. Dezember 2019 über die zwischen der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben und den Dienstleistern abgeschlossenen Leistungsvereinbarungen wird die Wortfolge "Dekret vom 13. Dezember 2016 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" durch die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens" ersetzt.

Art. 52 - In Artikel 3 Absatz 1 des Erlasses der Regierung vom 27. August 2020 über die Verwendung des BelRAI Screeners bei der Zuweisung von Unterstützungskategorien wird die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" durch die Wortfolge "Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens" ersetzt.

Art. 53 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Anerkennung von Dienstleistern durch die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben wird wie folgt abgeändert:

1. in Nummer 1 wird die Wortfolge "Dekret vom 13. Dezember 2016 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben" durch die Wortfolge "Dekret vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens" ersetzt;

2. Nummer 4 wird wie folgt ersetzt:

"4. Verwaltungsausschuss: der Verwaltungsausschuss für den Bereich selbstbestimmtes Leben."

Art. 54 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in § 1 Absatz 3 wird die Wortfolge "Die Dienststelle" durch die Wortfolge "Der Minister" ersetzt;

2. in § 2 Absatz 3 wird die Wortfolge "Verwaltungsrat entscheidet" durch die Wortfolge "Minister entscheidet nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt;

3. in § 3 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Minister" ersetzt.

Art. 55 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Absatz 2 wird die Wortfolge "Verwaltungsrat entscheidet" durch die Wortfolge "Minister entscheidet nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt;

2. in Absatz 3 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Minister" ersetzt;

3. in Absatz 4 wird die Wortfolge "Verwaltungsrat entscheidet" durch die Wortfolge "Minister entscheidet nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt.

Art. 56 - In Artikel 5 § 2 Absatz 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Verwaltungsrat entscheidet" durch die Wortfolge "Minister entscheidet nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt.

Art. 57 - Artikel 8 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in § 2 Absatz 1 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "Minister nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt;

2. in § 2 Absatz 2 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Minister" ersetzt;

3. in § 2 Absatz 3 wird die Wortfolge "Verwaltungsrat entscheidet" durch die Wortfolge "Minister entscheidet nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt;

4. in § 4 Absatz 3 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "Minister nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt.

Art. 58 - Artikel 9 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Absatz 1 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "Minister nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt;

2. in Absatz 2 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Minister" ersetzt;

3. in Absatz 3 wird die Wortfolge "Verwaltungsrat entscheidet" durch die Wortfolge "Minister entscheidet nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses" ersetzt.

KAPITEL 3 — *Schlussbestimmungen*

Art. 59 - Werden aufgehoben:

1. der Erlass der Regierung vom 22. März 1996 zur Ausführung von Artikel 19 des Dekretes vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge;

2. der Erlass der Regierung vom 11. September 2014 zur Bestellung von Frau Resi Stoffels als Kommissarin der Regierung bei der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung;

3. der Erlass der Regierung vom 10. Dezember 2015 zur Schaffung eines beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung;

4. der Erlass der Regierung vom 29. August 2019 zur Bestellung des Delegierten des Haushaltsministers bei der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben.

Art. 60 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Art. 61 - Der für das Personal zuständige Minister und der für Soziales zuständige Minister werden, jeder für seinen Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 21. Dezember 2023

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

A. ANTONIADIS

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202288]

25. JANUAR 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2021 zur Bestellung der Mitglieder des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Aufgrund des Dekrets vom 26. Juni 2000 zur Schaffung eines Wirtschafts- und Sozialrates in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 4, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2021, und 5 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 18. März 2021 zur Bestellung der Mitglieder des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Vorschlags der CSC Lüttich-Verviers-Ostbelgien vom 3. Januar 2024;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 Nummer 2 Buchstabe *d*) des Erlasses der Regierung vom 18. März 2021 zur Bestellung der Mitglieder des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. Mai 2023, wird wie folgt ersetzt: „d) Frau Claudine Legros;“

Art. 2. Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3. Der für den Wirtschafts- und Sozialrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft zuständige Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 25. Januar 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202255]

14. MÄRZ 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. März 2021 zur Bestellung der Mitglieder des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 26. Juni 2000 zur Schaffung eines Wirtschafts- und Sozialrates in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 4, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2021, und 5 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 18. März 2021 zur Bestellung der Mitglieder des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Vorschlags der CSC Lüttich-Verviers-Ostbelgien vom 14. Februar 2024;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 Nummer 2 Buchstabe *b*) des Erlasses der Regierung vom 18. März 2021 zur Bestellung der Mitglieder des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. Mai 2023, wird wie folgt ersetzt:

„b) Herr Mike Mettlen;“

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der für den Wirtschafts- und Sozialrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft zuständige Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 14. März 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202258]

**21. DEZEMBER 2023 — Erlass der Regierung zur Einrichtung des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung
"Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft"**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 1, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54 Absatz 1, abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juni 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 13. November 2023 über Maßnahmen im Bereich der Beschäftigungsförderung und der Arbeitsvermittlung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Dezember 1999 in Bezug auf die LBA-Arbeitnehmer, deren Lohn von den öffentlichen Sozialhilfezentren gezahlt wird;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 13. Februar 2008 über die Ausbildungsbeihilfen für Arbeitnehmer in Unternehmen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. Dezember 2009 zur Ausführung des Dekretes vom 11. Mai 2009 über die Zulassung der Leiharbeitsvermittler und die Überwachung der privaten Arbeitsvermittler;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. August 2019 zur Bestellung des Delegierten des Haushaltsministers beim Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 2. März 2023 zur Einrichtung des Dienstes "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft";

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 7. September 2023 zur Bestellung eines Regierungskommissars beim Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Protokolls Nr. S4/2023 des Sektorenausschusses XIX der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 12. Mai 2023;

Aufgrund des Gutachtens des Pensionsministers vom 24. Mai 2023;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 112/2023 der Datenschutzbehörde vom 18. Juli 2023;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 14. Dezember 2023;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 15. Dezember 2023;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass zum 1. Januar 2024 das Dekret vom 13. November 2023 zur Einrichtung eines Dienstes mit getrennter Geschäftsführung "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft" und zur Auflösung der entsprechenden Einrichtung öffentlichen Interesses in Kraft tritt; dass mit der Umwandlung des Arbeitsamts der Deutschsprachigen Gemeinschaft in einen Dienst mit getrennter Geschäftsführung die Bestimmungen des Erlasses der Regierung vom 2. März 2023 zur Einrichtung des Dienstes "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft" sowie weitere Bestimmungen im Bereich der Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung derart angepasst werden müssen, dass sie den Rahmen für ein reibungsloses Funktionieren des Dienstes gewährleisten; dass diese Anpassung im Hinblick auf die Rechtssicherheit und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes ebenfalls zum 1. Januar 2024 greifen müssen, sodass die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses keinen Aufschub mehr duldet;

In Erwägung des Gutachtens des Verwaltungsrats des Arbeitsamtes der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. April 2023;

In Erwägung des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 25. April 2023;

In Erwägung des Dekrets vom 13. November 2023 zur Einrichtung eines Dienstes mit getrennter Geschäftsführung "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft" und zur Auflösung der entsprechenden Einrichtung öffentlichen Interesses;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für das Personal;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — EINRICHTUNG DES DIENSTES MIT GETRENNTER GESCHÄFTSFÜHRUNG

Artikel 1 - Die Überschrift des Erlasses der Regierung vom 2. März 2023 zur Einrichtung des Dienstes "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft" wird wie folgt ersetzt:

"Erlass der Regierung zur Organisation des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft""

Art. 2 - In Artikel 1 desselben Erlasses wird folgender Absatz 2 eingefügt:

"Das Arbeitsamt entspricht einem Dienst mit getrennter Geschäftsführung im Sinne von Artikel 74 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft."

Art. 3 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

"Art. 2 - Das Arbeitsamt ist zuständig für die Anwendung der gesetzlichen, dekretalen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen im Bereich der Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung, insbesondere im Sinne des Dekrets vom 13. November 2023 über Maßnahmen im Bereich der Beschäftigungsförderung und der Arbeitsvermittlung.

Das Arbeitsamt nimmt das Sekretariat des Verwaltungsausschusses für den Bereich Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung wahr."

Art. 4 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Art. 3 - § 1 - Die allgemeine Leitung, die Verwaltung und die Vertretung des Arbeitsamtes werden durch einen von der Regierung bestimmten Direktor wahrgenommen.

Vorbehaltlich der anwendbaren dienstrechtlichen Bestimmungen ist der Direktor befugt, über die interne Organisation des Arbeitsamtes zu entscheiden und den Bediensteten des Arbeitsamtes sämtliche Anweisungen zu erteilen, die das gute Funktionieren des Dienstes sicherstellen.

Der Direktor gibt den im Bereich der Beschäftigungsförderung und der Arbeitsvermittlung tätigen Gremien alle Auskünfte und unterbreitet ihnen alle Vorschläge, die für Maßnahmen im Bereich der Beschäftigungsförderung und der Arbeitsvermittlung nützlich sind.

Der Direktor gilt von Amts wegen als Vertreter des von der Regierung bestimmten Dienstes im Verwaltungsausschuss für den Bereich Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung im Sinne von Artikel 13 Absatz 3 Nummer 2 des Dekrets vom 13. November 2023 über Maßnahmen im Bereich der Beschäftigungsförderung und der Arbeitsvermittlung.

Der Direktor erstellt den in Artikel 84.1 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft genannten Jahresbericht und fügt diesem einen Aktionsplan bei.

§ 2 - Neben der Mitarbeiterführung verwaltet der Direktor unter der Sachverantwortung des jeweils zuständigen Ministers und im Rahmen der ihm durch die Regierung erteilten Vollmachten die Kernprozesse und Unterstützungsprozesse des Arbeitsamtes.

Die in Absatz 1 aufgeführten Kernprozesse umfassen insbesondere folgende Befugnisse:

1. die fachbezogene Konzeptarbeit;
2. die strategische Gesamtausrichtung des Dienstes;
3. die Weiterentwicklung der Regelsetzung;
4. die Auftragsvergabe für Lieferungen und Dienstleistungen;
5. die Organisation und Aufsicht der eigenen Dienstleistungen;
6. das Beschwerdemanagement.

Die in Absatz 1 aufgeführten Unterstützungsprozesse umfassen in Zusammenarbeit mit den zuständigen Fachbereichen des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder durch die Schaffung gemeinsamer Dienste insbesondere folgende Befugnisse:

1. die Haushalts- und Finanzbuchhaltung;
2. die Kommunikationsdienstleistungen;
3. die Personaldienstleistungen;
4. die Infrastrukturdienstleistungen;
5. die Dienstleistungen der Außenbeziehungen;
6. die juristischen Dienstleistungen;
7. die Dienstleistungen im Bereich Statistik und Audit;
8. die Gebäude- und Hausverwaltung.“

KAPITEL 2 — VERSCHIEDENE ABÄNDERUNGSBESTIMMUNGEN

Art. 5 - Artikel 79 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Dezember 2022, wird wie folgt abgeändert:

1. in § 2 Absatz 6 wird die Wortfolge „Das Arbeitsamt“ durch die Wortfolge „Der Gemeinschaftsminister“ ersetzt;
2. in § 3 Absatz 2 wird die Wortfolge „nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat des Arbeitsamtes“ gestrichen;
3. in § 13 Absatz 1 wird die Wortfolge „nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat des Arbeitsamtes“ gestrichen.

Art. 6 - In Artikel 7 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 17. Dezember 1999 in Bezug auf die LBA-Arbeitnehmer, deren Lohn von den öffentlichen Sozialhilfezentren gezahlt wird, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 8. Juni 2017 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Dezember 2022, wird die Wortfolge „nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat des Arbeitsamtes“ gestrichen.

Art. 7 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 13. Februar 2008 über die Ausbildungsbeihilfen für Arbeitnehmer in Unternehmen, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 26. November 2016 und vom 17. September 2020, wird wie folgt abgeändert:

1. Nummer 1 wird aufgehoben;
2. in Nummer 5 wird die Wortfolge „, so wie es durch das Dekret vom 17. Januar 2000 zur Schaffung eines Arbeitsamtes der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschaffen wurde“ gestrichen;
3. in Nummer 12 wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt;
4. folgende Nummer 13 wird eingefügt:

„13. Verwaltungsausschuss: der Verwaltungsausschuss für den Bereich Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung.“

Art. 8. In Artikel 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge „Das Arbeitsamt kann“ durch die Wortfolge „Der Minister kann nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses“ ersetzt.

Art. 9 - Im einleitenden Satz von Artikel 6 § 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge „das Arbeitsamt“ durch die Wortfolge „der Minister nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses“ ersetzt.

Art. 10 - Artikel 9 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Absatz 1 wird das Wort „Arbeitsamt“ durch die Wortfolge „Minister“ ersetzt;
2. in Absatz 3 wird die Wortfolge „das Arbeitsamt“ durch die Wortfolge „der Minister nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses“ ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 11 Nummer 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 17. September 2020, wird die Wortfolge "vom Arbeitsamt vorgeschlagenen" durch die Wortfolge "vom Minister festgelegten" ersetzt.

Art. 12 - Im einleitenden Satz von Artikel 14 § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 17. September 2020, wird die Wortfolge "auf Vorschlag des Arbeitsamtes" gestrichen.

Art. 13 - Artikel 15 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 17. September 2020, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird wie folgt ersetzt:

"Innerhalb einer Frist von 45 Tagen nach Erhalt des vollständigen Antrags beschließt der Minister nach vorherigem Gutachten des Verwaltungsausschusses, ob er eine Ausbildungsbeihilfe genehmigt oder nicht. Der Verwaltungsausschuss gibt sein Gutachten innerhalb von 35 Tagen nach Eingang des vollständigen Antrags beim Arbeitsamt ab. Das Arbeitsamt übermittelt dem Unternehmen den entsprechenden Beschluss."

2. Absatz 2 wird aufgehoben;

3. Absatz 3 wird aufgehoben;

4. in Absatz 4, der zu Absatz 2 wird, wird die Wortfolge "In dem in Absatz 3 erwähnten Fall" durch die Wortfolge "Im Falle einer Verweigerung der Genehmigung" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 16 Nummer 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 17. September 2020, wird die Angabe "Artikel 15 Absatz 2" durch die Angabe "Artikel 15 Absatz 1" ersetzt und die Angabe "Artikel 15 Absatz 4" durch die Angabe "Artikel 15 Absatz 2" ersetzt.

Art. 15 - Artikel 1 Nummer 8 des Erlasses der Regierung vom 10. Dezember 2009 zur Ausführung des Dekretes vom 11. Mai 2009 über die Zulassung der Leiharbeitsvermittler und die Überwachung der privaten Arbeitsvermittler wird aufgehoben.

Art. 16 - In Artikel 4 Absatz 5 des Erlasses der Regierung vom 28. September 2018 zur Ausführung des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung wird die Wortfolge "auf Vorschlag des Arbeitsamtes" gestrichen.

KAPITEL 3 — SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 17 - Werden aufgehoben:

1. der Erlass der Regierung vom 29. August 2019 zur Bestellung des Delegierten des Haushaltsministers beim Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

2. der Erlass der Regierung vom 7. September 2023 zur Bestellung eines Regierungskommissars beim Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Art. 18 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Art. 19 - Der für das Personal zuständige Minister und der für Beschäftigung zuständige Minister werden, jeder für seinen Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 21. Dezember 2023

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/004330]

19. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Festlegung der Anzahl der pro Provinz zu wählenden Provinzialräte auf der Grundlage der am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund von Artikel L2212-5 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung;

Aufgrund des Dekrets vom 1. Juni 2023 zur Änderung von Artikel L2212-6 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024, der für jede Provinz und jede Gemeinde die Bevölkerungszahlen zum 1. Januar 2024 festlegt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Festlegung der Anzahl der pro Provinz zu wählenden Provinzialräte auf der Grundlage der am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen;

In der Erwägung, dass die Provinz Namur nun mehr als 500.000 Einwohner hat und der Provinzialrat gemäß Artikel L2212-5, Absatz 1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung nun aus 43 Mitgliedern bestehen muss;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Festlegung der Anzahl der pro Provinz zu wählenden Provinzialräte nach Maßgabe der am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen wird die Anlage durch die Anlage des vorliegenden Erlasses ersetzt.**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt bei der nächsten vollständigen Neubesetzung der Provinzialräte in Kraft.**Art. 3** - Der Minister für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

ANHANG

Provinzen	Bevölkerungszahlen Provinzialräte am 1. Januar 2024	Anzahl der zu wählenden Provinzial zu wählen durch Provinz
PROVINZ WALLONISCH-BRABANT	413.960	37
PROVINZ HENNEGAU	1.358.723	56
PROVINZ LÜTTICH	1.117.675	56
PROVINZ LUXEMBURG	294.793	37
PROVINZ NAMUR	503.582	43

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2024 zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Festlegung der Anzahl der pro Provinz zu wählenden Provinzialräte auf der Grundlage der am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen

Namur, den 19. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2024/004558]

Gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlamenten op 9 juni 2024. — Bericht van 2 mei 2024 voorgeschreven door artikel 107 van het Kieswetboek, artikel 16 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, artikel 9 van Boek 1 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, artikel 7bis van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement verkozen worden en artikel 9 van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen

De kiescolleges van alle kieskringen van het Koninkrijk worden opgeroepen op zondag 9 juni 2024 tussen 8 en 14 uur voor de bureaus waar de stemming gebeurt door middel van stembiljetten en tussen 8 en 16 uur voor de bureaus waar de stemming elektronisch gebeurt, met de bedoeling het vereiste aantal leden van het Europees Parlement en van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, alsook, naar gelang van het geval, het vereiste aantal leden van het Vlaams Parlement, leden van het Waals Parlement, leden van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, Brusselse leden van het Vlaams Parlement en leden van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, gelijktijdig te verkiezen.

Elke kiezer moet een oproepingsbrief, in principe, ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing ontvangen. De kiezer die er geen ontvangt wordt verzocht bij het gemeentebestuur inlichtingen in te winnen teneinde er de reden van te kennen. Indien hij ingeschreven is op de kiezerslijst kan hij zijn oproepingsbrief op de gemeentesecretarie afhalen tot het sluitingsuur van de stembureaus in de gemeente.

Indien de kiezer zijn oproepingsbrief of brieven niet heeft ontvangen, kan hij tot twaalf dagen vóór de verkiezing bezwaar indienen bij het gemeentebestuur, als hij meent aan de kiesvoorwaarden te voldoen, namelijk :

- in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente of in de bevolkingsregisters die bijgehouden worden in de diplomatieke of consulaire beroepsposten, ingeschreven zijn, de dag waarop de kiezerslijst wordt opgemaakt ;

- de volle leeftijd van achttien jaar of, en dit enkel voor de verkiezing van het Europese Parlement, de volle leeftijd van zestien jaar hebben bereikt en zich niet bevinden in een van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald bij het Kieswetboek, op de dag van de verkiezing;

- Belg zijn, of, en dit enkel voor de verkiezing van het Europese Parlement, onderdaan zijn van een andere lidstaat van de Europese Unie, zijn wil te kennen hebben gegeven om zijn stemrecht in België uit te oefenen en dit voor zover de aanvraag ingewilligd werd door het gemeentebestuur.

Het bezwaar moet ingediend worden bij verzoekschrift en moet, samen met de bewijsstukken waarvan de verzoeker gebruik wenst te maken, tegen ontvangstbewijs neergelegd worden op de gemeentesecretarie of onder een ter post aangetekende omslag worden gericht aan het college van burgemeester en schepenen.

Indien de verzoeker verklaart niet in staat te zijn te schrijven, kan het bezwaar mondeling worden ingebracht bij de gemeentesecretaris of diens gemachtigde.

Het college van burgemeester en schepenen doet over elk bezwaar uitspraak binnen een termijn van vier dagen, te rekenen vanaf het indienen van het verzoekschrift en in elk geval vóór de zevende dag vóór die van de verkiezing.

Brussel, 2 mei 2024.

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2024/004558]

Elections simultanées pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté du 9 juin 2024. — Communiqué du 2 mai 2024 prescrit par l'article 107 du Code électoral, l'article 16 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, l'article 9 du Livre 1^{er} de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure de l'Etat fédéral, l'article 7bis de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand et l'article 9 de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone

Les collèges électoraux de toutes les circonscriptions électorales du Royaume sont convoqués le dimanche 9 juin 2024 entre 8 et 14 heures pour les bureaux où le vote s'exprime au moyen de bulletins et entre 8 et 16 heures pour les bureaux où le vote est électronique, à l'effet d'élire simultanément le nombre requis de membres du Parlement européen et de la Chambre des représentants, ainsi que, selon le cas, le nombre requis de membres du Parlement wallon, de membres du Parlement flamand, de membres du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, de membres bruxellois du Parlement flamand et de membres du Parlement de la Communauté germanophone.

Chaque électeur doit recevoir une lettre de convocation, en principe au moins quinze jours avant l'élection. L'électeur qui n'en reçoit pas est invité à s'informer auprès de son administration communale pour en connaître le motif. S'il figure sur la liste des électeurs, il peut retirer sa lettre de convocation au secrétariat communal jusqu'à l'heure de fermeture des bureaux de vote dans la commune.

Si l'électeur n'a pas reçu sa lettre de convocation, il peut introduire une réclamation auprès de l'administration communale jusqu'à douze jours avant l'élection, s'il estime satisfait aux conditions de l'électorat à savoir :

- être inscrit dans les registres de la population d'une commune belge ou aux registres de la population tenus dans les postes diplomatiques ou consulaires de carrière, le jour où la liste des électeurs est établie ;

- être âgé de dix-huit ans ou, et ce uniquement pour l'élection du Parlement européen, être âgé de seize ans accomplis, et ne pas se trouver dans un cas d'exclusion ou de suspension déterminés par le Code électoral, le jour de l'élection ;

- être Belge, ou, et ce uniquement pour l'élection du Parlement européen, être ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, avoir manifesté sa volonté d'exercer son droit de vote en Belgique et ce pour autant que la demande a été agréée par l'administration communale.

La réclamation est introduite par une requête et doit, ainsi que toutes les pièces justificatives dont le requérant entend faire usage, être déposée contre récépissé au secrétariat de la commune ou être adressée au collège des bourgmestre et échevins sous pli recommandé à la poste.

Si l'intéressé déclare être dans l'impossibilité d'écrire, la réclamation peut être faite verbalement auprès du secrétaire communal ou de son délégué.

Le collège des bourgmestre et échevins est tenu de statuer sur toute réclamation dans un délai de quatre jours, à compter du dépôt de la requête et, en tout cas, avant le septième jour qui précède celui de l'élection.

Bruxelles, le 2 mai 2024.

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

pdg.be

Abgeordnetenkommission

www.lachambre.be

Senat

www.senate.be

Parlament Wallonie

www.parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

www.vlaamsparlement.be

Parlament Fédération Wallonie-Bruxelles

www.pfwb.be

Parlament Bruxellois (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

<http://www.parlement.brussels>

Parlament francophone Bruxellois

www.parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

www.raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

www.ostbelgienlive.be

Föderalregierung

news.belgium.be

Belgische Nationalbank

www.nbb.be

Vlaamse Regering

beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

www.wallonie.be

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europa

www.europarl.europa.eu/relnatparl/en/home/news
secure.ipex.eu/IPEXL-WEB
commission.europa.eu/index_de

Europäischer Ausschuss der Regionen

cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Regionen und Gemeinden Europas

www.coe.int/en/web/congress/home

Großregion

www.grossregion.net
cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

euregio-mr.info/de

Benelux-Parlament

www.beneluxparl.eu/fr

CALRE

www.calre.net

BELGISCHES STAATSBLETT

www.ejustice.just.fgov.be